

REVUE UBA

مجلة اتحاد المصارف العربية

Revue de l'Union Des Banques Arabes - Edition Française

JUIN - 2025 8^{ème} ÉDITION

PARIS 2025

L'UBA AU CŒUR
DU DIALOGUE
EURO-MED

FINANCE, PARTENARIAT
ET AVENIR PARTAGÉ

BANK OF AFRICA



PARTENAIRE PRINCIPAL DE LA REVUE UBA



VOTRE PARTENAIRE BUSINESS PARTOUT DANS LE MONDE

AFRIQUE

Bénin • Burkina Faso • Burundi
Congo Brazzaville • Côte d'Ivoire • Djibouti
Ethiopie • Ghana • Kenya • Mali • Madagascar
Maroc • Niger • Ouganda • R.D. du Congo
Rwanda • Sénégal • Tanzanie • Tunisie • Togo

EUROPE

Allemagne • Belgique • Espagne
France • Italie • Pays-Bas
Portugal • Royaume Uni • Suisse

AMÉRIQUE

Canada

ASIE

Chine • Emirats Arabes Unis

BANKOFAFRICA.MA

LE PRÉSIDENT ET LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION DES BANQUES ARABES ET LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Mohamed Eletreby
Président du conseil
d'administration
(Égypte)



Dr. Jodeph Torby
Président du comité exécutif
(Liban)



**Abdulmohsen
Al-Fares**
Vice-Président du conseil
d'administration
(Arabie Saoudite)



Dr. Wissam H. Fattouh
Secrétaire Général



Ziyad Khalaf Abed
Vice-Président du conseil
d'administration
(Irak)



Sheikh Mohammad
Al-Jarrah Al-Sabah
(Koweït)



Dr. Yaser Al Sharif
(Bahreïn)



Othman Benjelloun
(Maroc)



Abdulla Mubarak Al Khalifa
(Qatar)



S.E. M. Bassem EL Salem
(Jordanie)



**Sheikh Waleed bin Khamis
Al Hashar**
(Soudan) (Oman)



**Abdul Razzaq Al
Tarhouni**
(Libie)



Mustafa Al Khalfawi
(Émirats Arabes Unies)



Nejil Chandri
(Tunisie)



Ahmed Ali Ben Sankar
(Yémen)



Mahmoud El Chawa
(Palestine)



Tah ElTayeb Ahmed
(Soudan)



Ahmed H. Al-Dheeb
(Ouzbékistan)



**El Hanchi Ould
Mohamed Saleh**
(Mauritanie)



Fady Jleilaty
(Syrie)



Youssef Ben Henda
(Les Banques Communales)



(Algérie)



Fonds Monétaire Arabe
(Membre observateur)



BP GREEN INVEST

**FINANCEZ LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE DE VOTRE
ENTREPRISE**



SUIVEZ-NOUS

I ndex

7. Le mot du Secrétaire Général de l'UBA Vers une Nouvelle Architecture Financière Euro-Méditerranéenne



Etudes et paroles d'experts

9. Union Africaine – Union Européenne : Pour un partenariat stratégique, durable et transformateur.

Auteur : M. Hadeb Abderrahmane.

13. Investissements durables et infrastructures stratégiques : catalyser la transition économique en Méditerranée .

Auteur : M. Laurent Zylberberg.

17. Investir dans le durable : une opportunité pour la région MENA.

Auteur : Mr. Grammenos Mastrojeni

19. Libérer le potentiel de la jeunesse euro-méditerranéenne:
Le rôle de la finance inclusive dans l'essor entrepreneurial

Publication de l'UBA



Dossier Spécial

26. Qui dirigera l'économie mondiale dans les trente prochaines années ?

Auteur: M. Mazen Hammoud

Focus Partenaire

32. BANK OF AFRICA, un acteur panafricain au cœur de la relance responsable

Entrevue

36. **M. François Sporrer**, Chef du Service économique régional pour le Proche-Orient, et **M. Hugo Bruel**, Conseiller financier régional, à l'Ambassade de France au Liban: «**Reconstruction, climat, inclusion: les nouveaux leviers de la coopération franco-arabe**»

41. **Mme Mediha Reslan**, Présidente et Fondatrice du Conseil Libanais des Femmes Leaders : **Vers une Méditerranée inclusive portée par le leadership féminin**»

Articles

46. Les nouvelles politiques liées aux cryptomonnaies menacent la souveraineté de l'Union européenne et des pays arabes.

Par Dr. Wissam Fattouh

50. L'ONUDI ITPO Bahreïn au Cœur de l'Autonomisation des Femmes et des Jeunes en Méditerranée

55. Afrique, Europe et Méditerranée: construire un corridor financier pour le climat-**Casablanca Finance City**

Actualités

60. La transformation digitale de l'artisanat au cœur d'un partenariat innovant entre le Secrétariat d'État chargé de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire, Mastercard, le groupe Banque Centrale Populaire et la Maison de l'Artisan

61. Lancement officiel du partenariat tripartite autour de la promotion de TUNICASH : une solution innovante de transfert de fonds dédiée à la diaspora tunisienne

63. Le Caire, future ville verte : un partenariat stratégique entre l'Égypte et la BERD pour un avenir durable

65. QNB reçoit le prix de la « Meilleure initiative RSE dans le secteur bancaire et financier »

66. La Banque extérieure d'Algérie s'implante en France avec 5 nouvelles agences

67. La Mauritanie confirme son projet de création d'une bourse de valeurs mobilières avec l'appui de la Bourse de Casablanca au Maroc

Activités de l'UBA



69. Conférence Bancaire Arabe 2025: Un Pont Stratégique entre Secteurs Public et Privé.

74. Réunion Générale du Groupe MENA FCCG sur la Lutte contre la Criminalité Financière

77. Derniers Développements du Concours InspireHer : Un Élan Régional pour l'Inclusion Financière des Femmes



Vers une Nouvelle Architecture Financière Euro-Méditerranéenne

Alors que les équilibres économiques mondiaux se redessinent, les liens entre les secteurs bancaires arabes et européens gagnent en profondeur et en pertinence. Dans cet espace euro-méditerranéen aux défis communs mais aux ressources complémentaires, la coopération financière n'est plus une option : elle devient une nécessité stratégique.

L'Union des Banques Arabes s'attache, depuis plusieurs années, à renforcer ces passerelles, en favorisant les convergences réglementaires, en stimulant les investissements croisés, et en soutenant des initiatives partagées en matière de finance verte, d'inclusion numérique et de reconstruction post-conflit. Les banques, plus que jamais, sont appelées à devenir des moteurs d'intégration économique, de résilience et de transformation durable.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit le Sommet Bancaire Économique Euro-Méditerranéen – Paris 2025, organisé par l'Union des Banques Arabes sous le haut patronage du Président Emmanuel Macron. Ce rendez-vous d'envergure internationale illustre notre volonté de placer le dialogue euro-méditerranéen au cœur d'une nouvelle architecture financière, plus solidaire, plus innovante, et tournée vers l'avenir.

À travers cette 8^e édition de la Revue UBA, nous mettons en lumière les grands axes de cette coopération renouvelée, les analyses d'experts de renom, ainsi que les contributions concrètes des institutions financières engagées de part et d'autre de la Méditerranée. C'est en conjuguant nos expertises, nos priorités et nos engagements que nous pourrons bâtir une finance au service d'un développement inclusif et partagé.

BANQUE MISR WILL REMAIN EGYPT'S LUCKY CHARM

THE SACRED SCARAB FORMS A PART OF OUR LOGO AS A POTENT AMULET THAT SYMBOLIZED PROTECTION AND RESURRECTION TO THE ANCIENT EGYPTIANS



- Banque Misr is a pioneer in projects, structured finance and acquisitions for numerous large-scale transactions
- The bank has funded key projects over the past 100 years and contributed to the establishment of 157 companies in various sectors through offering a wide range of banking activities, with a specific focus on arranging highly structured, debt-based financing transactions
- The bank offers a versatile range of products and services catering to a wide client base
- Banque Misr won the award for Best Bank for Money Market Funds and Liquidity Management in Africa and the Middle East - 2009 and 2010 - and in the Middle East - 2008, 2012, 2013, 2014 and 2015; and Best Provider of Short-Term Investments/Money Market Funds in the Middle East - 2015, 2016, 2017, 2018, 2020, 2021, 2022 and 2023 - and in Africa and the Middle East for 2019
- The bank offers a full range of Sharia-compliant products and services through 51 Islamic branches
- The bank has a strong regional and international presence, with branches in the UAE, Lebanon, Germany and France, as well as representative offices in China, Russia, South Korea and Italy
- The bank has one of the largest banking networks in Egypt and the Middle East, With more than 850 branches
- Banque Misr became a member of the UN Global Compact for many years, and is the first state-owned bank to issue an annual sustainability report in accordance with the internationally-recognized Global Reporting Initiative (GRI), in addition to joining the United Nations Environment Programme Finance Initiative (UNEP FI) "Principles for Responsible Banking"

Union Africaine – Union Européenne: Pour un partenariat stratégique, durable et transformateur



M. Abderrahmane Hadeff

Consultant international en développement économique

*Investissement - Capital humain -
Financement: leviers d'un nouveau
Partenariat équilibré et mutuellement
bénéfique.*

1. Une refondation du partenariat UA-UE

La relation entre l'Union africaine et l'Union européenne traverse une phase charnière, marquée par la nécessité de refonder un partenariat historiquement déséquilibré. Les enjeux du XXI^e siècle – transition énergétique, sécurité alimentaire, industrialisation, jeunesse, souveraineté numérique – appellent une coopération plus équilibrée, stratégique et orientée vers les résultats.

Les anciennes logiques d'aide au développement, fondées sur l'assistanat et la dépendance financière, doivent céder la place à une approche de co-investissement, de codéveloppement économique, et de création de chaînes de valeur intégrées.

Dans ce contexte, l'Afrique ne doit pas être perçue comme un réservoir de matières premières, mais comme un continent d'opportunités, de talents, de

marchés en croissance et d'innovation. Pour cela, un changement de paradigme est indispensable, tant du côté africain que du côté européen.

2. L'investissement productif comme levier de transformation

Le déficit d'investissement productif reste l'un des principaux freins à l'émergence économique de l'Afrique. En 2023, le continent a attiré environ 52 milliards de dollars d'IDE (Investissements directs étrangers), soit une baisse de 3,5 % par rapport à 2022, selon la CNUCED. Ces flux demeurent concentrés dans quelques pays (Nigéria, Égypte, Afrique du Sud) et dans les secteurs extractifs. Pourtant, l'Afrique représente l'une des zones les plus dynamiques du monde en termes de démographie et d'urbanisation.

L'Union européenne reste l'un des premiers partenaires de l'Afrique, avec un stock d'IDE dépassant les 250 milliards d'euros. Le défi est

désormais de réorienter ces investissements vers des secteurs à forte valeur ajoutée : énergies renouvelables, agriculture durable, industrie agroalimentaire, technologies de l'information, pharmaceutique et infrastructures vertes. Le programme Global Gateway, doté de 150 milliards d'euros pour l'Afrique d'ici 2030, vise précisément à soutenir ces transformations.

Outre les bailleurs multilatéraux comme la BEI, la BERD et Proparco, les banques commerciales, européennes et africaines, jouent un rôle décisif. Leur implication dans le financement de projets PPP, le soutien aux PME et l'accompagnement à l'exportation est essentielle. Des banques comme l'Afreximbank, Ecobank, la BERD ou encore la Banque Européenne d'Investissement en collaboration avec des acteurs locaux, soutiennent le financement de projets innovants, souvent via des lignes de crédit vertes ou à impact social. Le renforcement de l'inclusion financière, via le digital notamment, est aussi un levier majeur pour stimuler les investissements locaux.

3. Le défi du financement et de la soutenabilité de la dette

Le financement du développement en Afrique est étroitement lié à la problématique de la dette publique. En 2023, la dette publique moyenne en Afrique subsaharienne a atteint 57 % du PIB, contre 39 % en 2013, avec des charges d'intérêts qui absorbent jusqu'à 20 % des recettes fiscales dans certains pays (FMI, 2024). Ce poids de la dette, combiné aux effets persistants du COVID-19, à l'inflation mondiale et à la hausse des taux, rend les marges budgétaires extrêmement limitées.

Face à cela, plusieurs pistes se dessinent:

- Des initiatives de restructuration de dette ou de dette contre investissements/climat, comme l'a mis en œuvre

la Zambie en 2023.

- La mobilisation des ressources intérieures: la fraude fiscale et les flux financiers illicites coûtent près de 90 milliards de dollars par an à l'Afrique (CEA-ONU).
- Le développement des marchés financiers africains, dont le potentiel est encore sous-exploité. En 2022, les obligations vertes émises par des entités africaines n'ont représenté que 0,3 % du total mondial.

Le rôle des banques commerciales est ici encore crucial. Elles peuvent canaliser l'épargne locale vers des investissements productifs, notamment via les marchés de capitaux. Elles peuvent aussi participer à des mécanismes innovants de financement blended ou de garanties de crédit pour le secteur privé. Des modèles de financement adaptés doivent aussi voir le jour selon les spécificités et les réalités du continent africain où il est constaté un grand essor de la microfinance et de la finance numérique.

L'Union européenne, en collaboration avec l'Union africaine, la Banque africaine de développement, Afreximbank et d'autres partenaires, peut appuyer la mise en œuvre de solutions de financement hybrides, plus adaptées aux contextes africains, tout en promouvant une gouvernance financière mondiale plus équitable. Aussi, Il faut évoquer le besoin et même l'impératif de concevoir un modèle de notation crédit et évaluation des





risques adapté aux besoins du développement en Afrique et surtout avec des critères plus souples et des conditions moins contraignantes.

4. Le partenariat Algérie–UE : un pont stratégique de coopération durable à valoriser

Dans cette perspective continentale, l'Algérie et l'Union européenne construisent un partenariat stratégique en pleine mutation, qui peut servir de modèle pilote pour les futurs partenariats UA–UE. Au-delà de la modernisation de l'accord d'association, le projet Sustainable Investment Partnership (SIP), lancé en 2023, incarne une nouvelle méthode de coopération structurée, ciblée et orientée résultats.

Porté par la Délégation de l'UE, le Ministère algérien des Affaires étrangères, l'Agence de promotion de l'investissement (AAPI) et mis en œuvre par le cabinet GINGER-SOFRECO, le projet SIP vise à renforcer l'attractivité de l'Algérie pour les investissements durables en favorisant un dialogue stratégique et en structurant des projets à haute valeur ajoutée.

Ses réalisations majeures :

- La création d'un groupe d'experts UE–Algérie pour analyser les conditions d'investissement, les chaînes de valeur, les secteurs prioritaires et les instruments de financement.

- L'organisation de missions de promotion dans 14 pays européens, permettant de connecter investisseurs européens et écosystèmes algériens.
- L'identification de filières stratégiques telles que l'hydrogène vert, les énergies renouvelables, l'agro-industrie, la pharmacie, le numérique et l'électronique.
- L'intégration de la logique des chaînes de valeur régionales, alignée sur la stratégie du Net Zero Industry Act européen.

Cette approche, fondée sur la co-construction, la transparence et le partenariat public-privé, peut être élargie à d'autres pays africains pour bâtir des coopérations tripartites (UA–UE–pays partenaires) autour de projets transformateurs et intégrés.

L'Algérie, de par sa position géostratégique et son expérience dans cette coopération avancée, pourrait jouer le rôle de hub régional pour les partenariats UA–UE, dans une logique de codéveloppement ancrée dans la souveraineté économique.

5. Conclusion : Pour un nouvel agenda économique UA–UE

L'heure est venue de dépasser les logiques classiques de partenariat entre l'Union africaine et l'Union européenne. Le contexte mondial actuel – marqué par la multipolarité, l'urgence climatique, les ruptures technologiques et la pression démographique – exige une refondation profonde de la relation entre les deux continents. Un nouvel agenda doit être structuré autour de trois piliers fondamentaux :

1. L'investissement durable, comme moteur de l'industrialisation, de l'emploi et de la transformation des économies africaines, en mettant l'accent sur les chaînes de valeur régionales, l'industrialisation verte

et la souveraineté énergétique.

2. Le capital humain, comme fondement de la souveraineté technologique, de la compétitivité et de l'innovation. Il s'agit de renforcer massivement la formation professionnelle, la recherche appliquée, l'entrepreneuriat des jeunes et l'inclusion numérique pour créer une nouvelle génération d'acteurs économiques panafricains.

3. Le financement équitable, comme condition de la stabilité macroéconomique et de la soutenabilité de la croissance. Cela implique un accès accru aux financements concessionnels, l'utilisation stratégique des garanties et financements mixtes, la lutte contre les flux illicites et l'adaptation des mécanismes financiers aux réalités africaines.

Des initiatives comme le projet SIP entre l'Algérie et l'UE montrent la voie : une coopération pragmatique, structurée, centrée sur les priorités du pays partenaire, et orientée vers des résultats mesurables. Cette dynamique pourrait être démultipliée à l'échelle continentale à travers des partenariats tripartites (UA-UE-pays membre), des zones industrielles conjointes, ou encore des fonds d'investissement africano-européens dédiés aux projets d'impact.

À l'horizon 2030–2040, plusieurs perspectives stratégiques s'ouvrent pour une coopération renforcée :

- L'Afrique, avec une population de 1,5 milliard d'habitants d'ici 2030, sera un moteur incontournable de la demande mondiale.
- La montée en puissance de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre un levier pour des investissements européens à l'échelle régionale.
- Le développement des corridors verts, numériques et logistiques peut transformer les chaînes de valeur communes dans les domaines du climat, de l'agro-industrie et des technologies propres.
- Enfin, la codiplomatie UA-UE sur des enjeux globaux comme la gouvernance des données, l'intelligence artificielle, la réforme des institutions financières internationales ou la sécurité alimentaire peut positionner les deux continents comme moteurs d'un multilatéralisme renoué.

L'Afrique, considérée comme l'un des principaux foyers de croissance et d'innovation du XXI^e siècle, est en droit de réclamer des partenariats concrets, équitables et transformateurs. L'Union européenne, en se positionnant comme un partenaire stratégique et solidaire, a une opportunité historique : bâtir avec l'Afrique un avenir commun fondé sur la coresponsabilité, la résilience et la prospérité partagée.



I nvestissements durables et infrastructures stratégiques: catalyser la transition économique en Méditerranée

Infra & Energy - Paris



M. Laurent Zylberberg
Contrôleur Général de la Caisse
des Dépôts Président du Conseil
d'Administration STOA Infra
& Energy - Paris

Il n'est pas besoin d'étudier longuement un planisphère pour se rendre compte que le bassin méditerranéen est le lieu de rencontres entre des mondes économiques qui n'ont cessé d'échanger depuis des siècles au-delà de leurs différences. Entre une rive Nord qui regroupe des pays à hauts revenus, un versant Est qui est le débouché naturel de l'Asie et la rive Sud, théâtre de contrastes démographiques et économiques, les enjeux de transition sont majeurs et induisent des tensions multiples qui parfois occultent les nombreuses opportunités.

Face aux défis croissants du changement climatique, de la transition énergétique et de la pression démographique, le bassin méditerranéen doit repenser son modèle de développement. Dans cet article, Laurent Zylberberg explore le rôle structurant des investissements durables dans les infrastructures stratégiques. Il met en lumière des solutions concrètes, telles que le modèle de STOA et des Caisses des Dépôts, pour catalyser une croissance partagée et résiliente.

I. Les défis de la transition en Méditerranée

Le tableau mondial n'incite guère à l'optimisme. On constate que les besoins sont en forte croissance alors que les acteurs publics disposent de moyens limités et que les projets sont de plus en plus complexes à financer. Quelques données illustrent ce triple défi. Tout d'abord les besoins. Ils sont connus pour les années à venir, entre 2023 et 2030, l'accroissement de la demande en énergie en Afrique sera de l'ordre de 45%, la population du continent africain sera multipliée par deux d'ici 2050 alors même que près de 50% de la population mondiale ne dispose pas d'un réseau d'assainissement fiable. Les finances publiques sont fortement contraintes et doivent faire face à un endettement croissant. La dette

publique mondiale a explosé et devrait atteindre 100% du PIB en 2030 alors que l'endettement des pays du Sud a doublé durant la décennie des années 2010. Enfin, les financements sont de plus en plus complexes puisque les risques liés aux crises climatiques et géostratégiques sont de plus en plus lourds à supporter et que la supervision des acteurs financiers produit des effets procycliques de court terme et a un effet dissuasif sur les investissements de long terme.

Dans le bassin méditerranéen, le défi des investissements de long terme est crucial car il est la base pour assurer la transition économique en maintenant la cohésion sociale. Les attentes des populations sont fortes et, parfois, les Etats du bassin méditerranéen semblent désemparés devant les si nombreuses priorités. Les infrastructures sont, dans certains pays, vieillissantes, dans d'autres, elles sont inadaptées et, parfois même, elles sont inexistantes ou en piteux état. Les réseaux d'assainissement des grandes villes du Sud sont souvent incapables de répondre à l'accroissement démographique, découlant lui-même d'un large exode rural. Six villes de plus de 4 millions d'habitants bordent la mer Méditerranée auxquelles s'ajoutent les mégapoles Istanbul et Le Caire avec respectivement 15 et 12 millions d'habitants. Les centres urbains, au cœur de la transition économique, doivent à la fois répondre aux enjeux de transports, de logement et d'activité économique qui sont les composantes majeures des besoins énergétiques.

Sur les trois bords du bassin méditerranéen, la situation économique est certes très différente mais on retrouve un élément essentiel, l'incapacité des Etats de financer, seuls, les besoins en infrastructures nécessaires à la transition économique et énergétique. La dette publique des pays du bassin méditerranéen en est l'illustration. Sur la rive Nord, aucun Etat, en dehors des pays de l'ex-Yougoslavie, n'est endetté à moins de 100% du PIB. Sur la rive Sud, tous sont endettés à plus de 50% du PIB. Seule la Turquie a un taux d'endettement inférieur à 30% mais elle est confrontée à une inflation très élevée, plus de 40% par an. La croissance économique pourrait être un relais mais elle reste relativement

atone dans les pays du Nord, seule l'Espagne a une croissance supérieure à 2%. Le dynamisme est plus fort sur la rive sud où elle est supérieure à 3% et avoisine souvent les 4-5%.

Pour le dire en une phrase, les besoins des populations et des économies des pays riverains de la Mare Nostrum sont immenses alors que les moyens publics sont limités et doivent adresser au moins 3 défis simultanés : démographique, climatique et sécuritaire. Le défi démographique est paradoxal car il faut répondre à la croissance au sud et au vieillissement au nord. Le défi climatique est transversal et se fait chaque jour plus pressant et plus onéreux. Le défi sécuritaire résulte largement des deux précédents et est lié, pour partie, à une déstabilisation mondiale et, pour une autre partie, à des paramètres propres à la région.

II. Le rôle des institutions financières publiques

L'immense paradoxe de notre région est qu'elle dispose, malgré ce tableau un peu sombre, d'atouts majeurs pour relever ces challenges. En premier lieu, la plupart des pays peuvent s'appuyer sur des institutions financières publiques robustes et originales : les Caisses des Dépôts. Les trois plus anciennes caisses des dépôts du monde sont installées en France, Italie et Maroc, respectivement depuis 1816, 1850 et 1959. En Turquie, la TSKB a été institué en 1950. Plus récemment, de nombreux autres pays se sont dotés de ces investisseurs publics de long terme, il s'agit notamment de la Tunisie, de la Grèce, de la Croatie et de nombreux autres pays. Ces institutions ont en commun de disposer de liquidités, parfois abondantes, et d'être des acteurs contracycliques prêts à se comporter en investisseur avisé et patient. Il s'agit là de critères essentiels pour jouer le rôle de catalyseur



dans des périodes de transition où l'on sait que les fluctuations peuvent être importantes. Mais ces institutions disposent d'un atout majeur, en anglais, on dirait des « silver bullets », elles disposent d'un capital de confiance quasi inégalé. Pour ne prendre qu'un seul exemple, dès lors que la présence de la Caisse de Dépôts et de Gestion du Maroc est assurée dans un projet, comme peut l'être celle de ses homologues, les investisseurs privés vont regarder les opportunités d'investissement d'une façon beaucoup plus positive. Les facteurs de risques apparaîtront comme plus réduits, le sérieux du projet et ses capacités de rendement bénéficieront d'un a priori positif. Autant d'éléments clés pour attirer les investisseurs et augmenter les chances de succès.

Mais au-delà de ces institutions, chacun est conscient que la transition économique ne pourra aboutir que si elle peut s'appuyer et mobiliser un secteur privé dynamique. Il convient donc de créer les conditions d'une coopération dynamique entre le secteur privé, apte à engager des liquidités importantes avec un retour de rendement suffisant, et un secteur public qui oriente ces investissements vers des secteurs où les externalités positives bénéficient à l'ensemble de la population. Le secteur des infrastructures est l'exemple type du domaine où cette coopération est indispensable et doit reposer sur des complémentarités fortes.

III. L'exemple de STOA

C'est en partant de ce constat que STOA a été créé en 2017 par la Caisse des Dépôts française et l'Agence Française de Développement. Ce fonds d'investissement, s'est doté d'une thèse simple et

originale. En investissant, uniquement en fonds propres, comme acteur minoritaire dans des projets rentables d'infrastructures dans les pays du Sud Global, STOA permet que se constitue une dynamique d'agrégation des financements dans des secteurs clés. En s'appuyant sur des acteurs locaux, ayant une connaissance fine des situations, les conditions d'une dynamique positive sont en place pour assurer la réussite des projets.

A partir de ces éléments, STOA a développé une expertise reconnue pour le financement de projets d'infrastructures. En se consacrant de manière prioritaire sur quatre secteurs stratégiques : énergie, transports et logistique, télécommunications et, enfin, infrastructures sociales et environnementales, STOA s'inscrit dans les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies et apporte une réponse aux besoins des populations. Depuis l'origine, STOA a investi dans une vingtaine de projets, en Afrique et en Asie. Ainsi, STOA est devenu un catalyseur reconnu des protagonistes de l'investissement de long terme. En travaillant de concert avec une multitude d'acteurs comme la Banque Mondiale et ses filiales, des Caisses de dépôts nationales, des banques de développement ainsi qu'avec des fonds de private equity, STOA met en pratique l'équation nécessaire au financement des transitions économiques dans les pays du Sud. Doté par ses actionnaires de 900 Millions d'Euros, STOA est déjà engagé à plus de 600 Millions d'Euros, et se transforme en un fonds de gestion pour le compte de tiers. D'ores et déjà, STOA a eu des résultats conséquents. C'est ainsi plus de 2,8 millions de tonnes équivalent CO2 annuel qui ont été évités grâce à ces investissements, 2 200 MW ont été installés, près de 500 000 foyers ont été raccordés à la fibre optique. Ces résultats illustrent l'additionnalité des acteurs dans les trois domaines clés : la mobilisation financière, l'orientation des critères extra-financiers et l'appui au secteur privé.

IV. Conditions d'une réussite durable

Un cercle vertueux se met en place pour permettre la transition économique et énergétique dans le bassin méditerranéen et impulser le financement des infrastructures nécessaires. Cela repose sur trois





éléments essentiels : un secteur privé dynamisé, un secteur public capable de prendre des risques pour accompagner les nouveaux acteurs tout en maintenant un environnement légal robuste, et, enfin, des acteurs financiers disponibles, mobilisateurs et agrégateurs de capitaux.

En reprenant ces trois points, on constate que le bassin méditerranéen a engagé une mutation qui va dans le sens d'une réelle dynamique.

Le secteur privé est aujourd'hui à la pointe des mutations économiques. Ainsi au Maroc, les PME ETI représentent plus du tiers du PIB et sont de plus en plus engagées vers des valorisations boursières. La bourse de Casablanca est devenue une référence et permet à la fois de bénéficier d'avantages financiers tout en incitant à la transparence nécessaire pour attirer les capitaux. Mais au-delà des PME, on constate progressivement la montée en puissance d'un secteur privé avec des entreprises locales de taille importante qui sont de réels points d'ancrage dans nombre de pays du bassin méditerranéen. On retrouve, avec évidemment des particularités, ces dynamiques sur la rive nord mais aussi, sous des formes diverses dans des pays comme l'Égypte, la Turquie, la Tunisie et le Maroc.

Le deuxième élément clé tient à la capacité du secteur public à prendre des risques. Précisons de suite que prendre des risques ne veut pas dire multiplier les subventions de fonctionnement ou financer des « éléphants blancs » qui ne verront jamais le jour et qui absorbent des parts majeures des budgets disponibles. Cela signifie qu'une partie des financements publics est orientée vers des projets rentables sur le long terme mais qui

ne sont pas nécessairement attractifs pour les acteurs financiers privés traditionnels car leur rendement est trop étalé dans le temps ou que la réglementation bancaire les met hors d'atteinte à coûts raisonnables. Fort heureusement, les Caisses des Dépôts qui reposent sur des modèles différents, et qui ont montré leur capacité de résilience, sont très présentes autour du bassin méditerranéen. A partir des années 2009-2010, de nombreux pays du continent africain, dont la Tunisie, se sont dotés de Caisses des dépôts. Drainant, pour certaines,

l'épargne populaire, mobilisant les liquidités de la prévoyance sociale, pour d'autres, ou agréant d'autres ressources, ces Caisses des Dépôts sont en train de s'imposer comme des acteurs du financement public dans ces pays. Elles sont capables à la fois d'apporter de la sureté, des compétences et une capacité d'identification et d'accompagnement amont des projets.

Enfin, il faut des acteurs financiers venus de divers horizons qui ont l'habitude de travailler ensemble. A cet égard, les banques multilatérales, à commencer par la Banque Européenne d'Investissement ou la BERD, comme les DFI, ou Banques Publiques de Développement, sont des partenaires indispensables pour assurer une construction financière robuste pour les projets d'investissement de long terme. On sait que l'ère du développement par les seules subventions est finie. La mise en place de projets rentables mobilisant à la fois les ressources endogènes des pays mais aussi les banques publiques de développement ainsi que des acteurs financiers privés est indispensable pour qu'une dynamique de projets au service des populations puissent se mettre en place. Cette capacité à trouver le barycentre des intérêts, la compréhension des rationalités politiques, économiques et financières n'est pas un exercice facile et demande souvent un travail d'approche complexe.

On l'a vu, le bassin méditerranéen dispose d'atouts exceptionnels pour réunir tous ces acteurs et encourager cette dynamique que l'on voit à l'œuvre d'ores et déjà dans nombre de pays.

Investir dans le durable: une opportunité pour la région MENA



M. Grammenos Mastrojeni

Diplomate-Secrétaire général adjoint, l'Union pour la Méditerranée (UpM)

Et si durabilité et rentabilité allaient de pair? Dans un contexte méditerranéen marqué par les inégalités, les crises climatiques et les défis géopolitiques, une nouvelle dynamique émerge. La coopération régionale autour de l'énergie, de l'alimentation et de l'intégration économique pourrait bien devenir le levier d'un développement commun, durable... et profitable.

DURABLE ? UNE BONNE AFFAIRE !

Non, investisseurs, vous n'avez pas à avoir peur : contrairement aux idées reçues, les objectifs financiers et la préservation des biens communs convergent. Mieux encore : loin d'être incompatibles, ces deux dimensions se renforcent mutuellement. Un exemple frappant ? La région MENA.

Le bassin méditerranéen fait face à des besoins de plus en plus pressants. Hautement asymétrique – entre richesse et pauvreté, entre croissance démographique au Sud et vieillissement au Nord – il est aussi marqué par une instabilité récurrente, voire endémique. À cela s'ajoute un défi existentiel : les effets du changement climatique, qui s'amplifient à un rythme alarmant. Même les pays du Golfe sont concernés, certains scénarios crédibles anticipant des températures bientôt

incompatibles avec la physiologie humaine durant les saisons les plus chaudes.

À première vue, et selon nos approches classiques, on redoute le coût colossal de l'adaptation : des investissements massifs à la charge des contribuables, au détriment de la compétitivité. Mais est-ce bien le cas ? Justement parce qu'elle est asymétrique, la région recèle de synergies naturelles. Aucun pays, même le plus riche, ne dispose seul des moyens nécessaires pour affronter une crise d'une telle ampleur. En revanche, si chacun accepte de mettre en commun ses différences – même celles qui ont nourri les conflits – nous pourrions bâtir ensemble un panier élargi de solutions. Prenons deux exemples emblématiques : l'énergie et la sécurité alimentaire.

Sur le plan énergétique, le Nord doit décarboner rapidement, mais cela est quantitativement impossible sans recourir au potentiel solaire du Sud et aux vents des Balkans. Le Golfe, quant à lui, doit diversifier son économie encore trop dépendante des hydrocarbures. N'y a-t-il pas là une opportunité commune ? Même logique pour l'alimentation : dans quelques années, l'Europe méridionale connaîtra un climat inédit pour elle, mais familier pour les pays du Sud, qui en ont acquis la maîtrise au fil des millénaires. Le Nord a besoin de leur savoir-faire, de leur patrimoine phytogénétique ; le Sud, lui, a besoin de marchés

plus vastes, de technologies et de processus adaptés. Encore une fois, n'est-ce pas une opportunité plus qu'une menace ?

Les défis à venir nous obligent à penser une vaste intégration régionale. Parce que nous avons besoin les uns des autres. Non seulement pour faire face aux crises – climatiques et autres – mais aussi, peut-être, pour résoudre le problème structurel de notre région : l'absence de paix. Terre de grandes civilisations, le bassin MENA n'a jamais vraiment été celle de la fraternité. Et au fond, ce sont les inégalités de revenus et d'opportunités qui en sont la cause.

Mais imaginons un espace MENA où les systèmes énergétiques, alimentaires, hydriques et industriels sont interconnectés. Nous partagerions plus de ressources pour nous adapter, nous favoriserions des modèles économiques durables, capables de relancer la croissance. Et surtout, les bénéfices macroéconomiques – merci le multiplicateur keynésien ! – pourraient rééquilibrer les écarts de richesse, amorçant ainsi une convergence démographique. Et si, en affrontant la crise climatique, nous éradiquons les racines mêmes des conflits ? La stabilité, faut-il le rappeler, est aussi un puissant levier de compétitivité.

Non, investisseurs, vous n'avez vraiment pas à avoir peur.



Libérer le potentiel de la jeunesse euro-méditerranéenne : Le rôle de la finance inclusive dans l'essor entrepreneurial



Face à une double impasse – le chômage et l'exclusion économique – la jeunesse des pays euro-méditerranéens peine à s'insérer dans des économies en mutation. Tandis que les marchés du travail restent rigides et saturés, l'entrepreneuriat se présente comme une voie d'avenir, encore freinée par un accès limité aux financements. Élaborée par l'Union des Banques Arabes, cette étude met en lumière les défis et les leviers d'action pour renforcer l'inclusion économique des jeunes. En croisant les expériences du monde arabe et du Sud de l'Europe, elle propose des pistes concrètes pour bâtir un écosystème entrepreneurial plus inclusif et résilient. Une invitation à investir durablement dans le potentiel d'une génération porteuse d'innovation et de transformation.

Une jeunesse face à une double impasse : emploi et inclusion économique

Le chômage des jeunes demeure l'un des enjeux socio-économiques les plus préoccupants des pays du pourtour méditerranéen. Qu'il s'agisse des États du sud de l'Europe ou du monde arabe, les moins de 25 ans peinent à s'insérer sur des marchés du travail souvent rigides, instables ou saturés.

Dans les pays arabes :

Selon le dernier rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) intitulé « Emploi et perspectives sociales dans les pays arabes –

Tendances 2024 », la situation de l'emploi reste préoccupante malgré une reprise économique modérée. Le taux de chômage global dans la région devrait atteindre 9,8 % en 2024, un niveau supérieur à celui enregistré avant la pandémie. Plus alarmant encore, la pénurie d'emploi touche de plein fouet les jeunes générations : en 2023, 17,5 millions de personnes dans la région étaient activement à la recherche d'un emploi sans succès, représentant un taux de pénurie d'emploi de 23,7 %. Les jeunes sont largement surreprésentés dans cette catégorie, en raison de facteurs structurels comme la faiblesse du secteur

privé, les conflits prolongés, la fragmentation politique, l'instabilité macroéconomique, et des pressions démographiques croissantes. La lente reprise du marché du travail post-Covid contraste avec une croissance régionale estimée à 3,5 % en 2024, tirée surtout par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Pourtant, dans les pays non-membres du CCG, les jeunes restent confrontés à un déficit persistant d'emplois décents, notamment dans les économies à faible diversification.

En Europe du Sud:

Selon les dernières statistiques d'Eurostat, le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans dans l'Union européenne était de 14,5 % en mars 2025, contre 5,8 % pour l'ensemble de la population active. L'Espagne (26,6 %), la Grèce (25,2 %), le Luxembourg (21,4 %) et la Suède (20,8 %) sont les pays les plus durement touchés. La France, avec 17,6 %, reste au-dessus de la moyenne européenne. Cette marginalisation croissante des jeunes sur les marchés du travail, de part et d'autre de la Méditerranée, appelle à des politiques ciblées, une réforme des systèmes d'enseignement et une mobilisation accrue de la finance pour soutenir la création d'emplois durables et inclusifs.

Un potentiel humain sous-exploité

Dans un monde en pleine mutation, où la transition numérique et écologique redéfinit les besoins économiques, la jeunesse des pays arabes et du sud de l'Europe incarne un formidable levier de croissance encore largement négligé. Malgré une amélioration continue des niveaux d'éducation, une part significative de cette génération reste écartée du marché du travail ou cantonnée à des emplois précaires et informels, faute de passerelles efficaces entre les systèmes de formation et les réalités économiques.

Dans les pays arabes, l'écart entre compétences disponibles et opportunités réelles traduit une profonde déconnexion entre l'offre

éducative et les exigences du marché. Trop peu de jeunes sont préparés aux métiers d'avenir, en particulier dans les secteurs du digital, des énergies renouvelables ou de l'économie verte. L'absence de dispositifs d'orientation, de formation professionnelle modernisée ou de soutien à l'auto-entrepreneuriat aggrave cette situation. De même, la faible capacité d'absorption du secteur privé, combinée à une forte concentration des activités économiques dans des secteurs traditionnels peu générateurs d'emplois, limite les perspectives pour les jeunes diplômés.

Ce sous-emploi massif de la jeunesse représente non seulement un gâchis de compétences, mais aussi un frein majeur au développement durable et à la stabilité sociale. La région arabe, où plus de la moitié de la population a moins de 30 ans, risque de voir s'amplifier les frustrations et les inégalités si des réponses structurelles ne sont pas apportées. Il devient dès lors impératif de repenser les politiques d'emploi, d'éducation et de financement, en plaçant les jeunes au cœur des stratégies nationales de développement. Mobiliser leur énergie, leur créativité et leur ambition est une condition indispensable pour transformer ce défi en opportunité économique et sociétale.

L'entrepreneuriat : un levier de transformation et de résilience

Un choix par nécessité... mais aussi par aspiration

Dans un contexte de chômage structurel élevé, de





précarité de l'emploi et de saturation des marchés du travail formels, notamment dans de nombreux pays arabes, l'entrepreneuriat apparaît de plus en plus comme une voie alternative choisie – ou subie – par la jeunesse. De nombreux jeunes se tournent vers l'auto-emploi non seulement pour échapper au chômage, mais aussi pour reprendre le contrôle de leur avenir professionnel. Cette dynamique de « choix par défaut » se transforme progressivement en une culture entrepreneuriale affirmée, portée par une jeunesse en quête de sens, de liberté économique et d'impact social.

Au-delà de la simple recherche de revenus, une nouvelle génération d'entrepreneurs ambitionne de répondre à des problématiques sociétales ou environnementales, en s'engageant dans des projets à finalité inclusive et durable. L'esprit d'entreprise devient alors une forme d'émancipation, un acte de résilience face aux crises économiques, politiques et climatiques, mais aussi un outil puissant de transformation structurelle des économies locales.

Des secteurs porteurs et alignés sur les ODD

Les jeunes entrepreneurs se tournent massivement vers des secteurs innovants, à fort potentiel de croissance, souvent délaissés par les acteurs économiques traditionnels. Parmi ces domaines:

- **Les technologies numériques**, qui permettent de créer des solutions accessibles, agiles et adaptables, notamment dans l'éducation, la santé, ou les services financiers.

- **Les énergies renouvelables**, qui attirent une jeunesse sensible aux enjeux climatiques et désireuse de proposer des modèles énergétiques décentralisés et durables.
- **L'agriculture intelligente**, qui combine innovation technologique et savoir-faire local pour améliorer la productivité, réduire les pertes et renforcer la sécurité alimentaire.
- **Les industries culturelles et créatives**, terrain d'expression privilégié d'une jeunesse urbaine, connectée et inventive, qui valorise les identités locales tout en s'insérant dans des dynamiques globales.
- **La finance digitale**, qui favorise l'inclusion financière et l'accès aux services de base dans les zones marginalisées ou rurales.

Ces secteurs ne sont pas seulement des niches de marché : ils incarnent une nouvelle vision du développement économique, plus inclusive, plus verte et mieux alignée avec les Objectifs de développement durable (ODD). Accompagnée par des politiques publiques adaptées, des financements ciblés et des écosystèmes d'accompagnement solides, cette dynamique entrepreneuriale peut devenir un pilier de la résilience économique et sociale dans les pays du pourtour méditerranéen.

Le rôle structurant de la finance: entre obstacles persistants et solutions innovantes

a. Les barrières de la finance traditionnelle: une jeunesse perçue comme risquée

Dans de nombreux pays du pourtour méditerranéen, les jeunes aspirants entrepreneurs se heurtent à un système financier qui peine à répondre à leurs besoins spécifiques. Les banques traditionnelles, souvent gouvernées par une logique de prudence excessive, les considèrent comme des profils à haut risque. En l'absence d'un historique de crédit, de garanties réelles ou d'un réseau professionnel solide, les jeunes peinent à obtenir des financements, même pour des projets viables. Cette exclusion est encore plus marquée pour les jeunes femmes, victimes de discriminations

croisées liées à leur âge, leur genre et parfois leur origine sociale ou géographique. Dans de nombreux contextes culturels et institutionnels, elles sont moins informées des mécanismes de financement existants, moins bien accompagnées, et subissent des normes sociales qui freinent leur accès au capital et à l'autonomie économique.

b. Une finance plus inclusive en pleine émergence: catalyseur de l'innovation sociale

Face à ces blocages, des solutions alternatives émergent, portées par une nouvelle génération d'acteurs financiers soucieux d'inclusion et d'impact. Ces innovations transforment en profondeur les canaux de financement traditionnellement fermés à la jeunesse :

- Les institutions de microfinance proposent des prêts à faible montant, sans exigence de garanties formelles, souvent accompagnés de services non financiers (formation, mentorat, appui technique).
- Les fintechs, en plein essor dans la région MENA, utilisent les outils numériques pour évaluer les risques différemment (analyse comportementale, scoring alternatif) et offrir des produits financiers plus accessibles, notamment via le mobile banking.
- Les banques à mission et fonds d'impact ciblent les projets porteurs de transformations sociales, environnementales ou communautaires, en intégrant des critères extra-financiers dans leurs décisions d'investissement.
- Les programmes publics, parapublics ou multilatéraux, comme Bpifrance en France, le SANAD Fund soutenu par la KfW, ou encore le programme tunisien Tamweely, mettent en place des instruments de garantie, de subvention ou de capital-risque pour pallier les défaillances du marché et renforcer la confiance des investisseurs privés.

c. Vers des mécanismes hybrides et des partenariats euro-méditerranéens

Au-delà des initiatives nationales, une dynamique de coopération financière entre l'Europe et la région MENA se dessine, portée

par des institutions comme la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Agence française de développement (AFD) ou la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ces acteurs déploient des fonds conjoints, mécanismes de cofinancement, et guichets régionaux pour soutenir les écosystèmes entrepreneuriaux, avec une attention croissante portée aux jeunes et aux femmes.

Ces instruments hybrides – combinant prêts, garanties, subventions et appui technique – permettent d'amplifier l'effet de levier des ressources mobilisées et de structurer des chaînes de valeur économiques plus inclusives et résilientes. En renforçant les capacités des institutions financières locales et en accompagnant l'émergence de modèles économiques responsables, ils favorisent une intégration régionale solidaire, fondée sur l'investissement dans le capital humain.

Etudes de cas et bonnes pratiques inspirantes: des modèles reproductibles pour l'inclusion économique des jeunes

De nombreux pays, tant dans la région MENA qu'en Europe, ont mis en œuvre des programmes novateurs pour encourager l'entrepreneuriat des jeunes, en combinant financement, accompagnement et ancrage territorial. Ces expériences offrent des enseignements précieux pour la mise en place de dispositifs intégrés au service de l'emploi et de l'inclusion économique.

- Tunisie – Projet Mashrou3i (ONUDI/USAID/Italie/Japon) : Ce programme emblématique d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans les régions défavorisées a permis l'accompagnement de plus de 6 400 jeunes entrepreneurs entre 2013 et 2023. Il s'appuie sur une forte implantation territoriale, une collaboration étroite avec les centres de formation professionnelle et les chambres de commerce, et une approche orientée résultats. Le projet a généré plus de 10 000 emplois directs et indirects.
- Égypte – Youth Start Egypt (UNDP/

INJAZ/IFC) : Ce programme soutient les jeunes entrepreneurs sociaux par un modèle intégré qui combine financement, formation entrepreneuriale, mentorat et mise en réseau. Il a permis la création de centaines de startups à fort impact social dans des domaines allant de l'éducation à la santé en passant par l'environnement, avec une attention particulière portée aux jeunes femmes et aux zones rurales.

- Maroc – Programme Intelaka : Lancé en 2020 sous l'impulsion royale, ce programme mobilise les banques, les institutions publiques et les acteurs du développement pour offrir des prêts bonifiés, des garanties et un accompagnement renforcé aux jeunes porteurs de projet. En trois ans, plus de 100 000 projets ont été financés, avec une enveloppe dépassant les 6 milliards de dirhams, contribuant à démocratiser l'accès au financement entrepreneurial.

- France – Réseaux Initiative France et Adie : Ces deux structures pionnières jouent un rôle clé dans l'inclusion entrepreneuriale des jeunes, notamment issus de milieux modestes. Initiative France propose des prêts d'honneur sans intérêts ni garanties, assortis d'un accompagnement de proximité par des bénévoles expérimentés. L'Adie, quant à elle, est spécialisée dans le microcrédit pour les exclus du système bancaire, et met en œuvre des formations et un suivi intensif

pour maximiser les chances de réussite.

- Région euro-méditerranéenne – Initiative EBSOMED (UE/BUSINESSMED) : Ce programme régional vise à renforcer les capacités des organisations de soutien aux entreprises (BSO) dans les pays du voisinage Sud de la Méditerranée. À travers des cycles de formation, des missions B2B et des plateformes de réseautage, EBSOMED facilite la coopération interrégionale, l'échange de bonnes pratiques et la professionnalisation des services d'appui aux PME.

Construire un écosystème euro-arabe de l'entrepreneuriat des jeunes: une priorité pour une croissance inclusive et durable

La jeunesse euro-méditerranéenne, porteuse d'innovation et de résilience, a besoin d'un environnement favorable pour transformer son potentiel en moteurs de développement. La construction d'un écosystème entrepreneurial transfrontalier et inclusif passe par trois axes structurants et complémentaires.

a. Consolider les passerelles entre incubateurs, investisseurs et financeurs

Dans un contexte marqué par l'émergence de startups à fort impact dans les deux rives de la Méditerranée, il devient essentiel de développer des plateformes euro-arabes de matchmaking entre porteurs de projets, investisseurs institutionnels, business angels et fonds d'amorçage. La création de fonds d'innovation conjoints (Nord-Sud), accompagnés de dispositifs de mobilité entrepreneuriale (stages, learning expeditions, concours), pourrait stimuler les synergies et favoriser le transfert de compétences, de technologies et de capitaux. Des initiatives comme le programme EBSOMED ou le Mediterranean Innovation Partnership offrent des cadres de coopération à renforcer.

b. Développer la littératie financière et numérique

L'insuffisance de compétences en gestion



financière et en usage des technologies demeure un frein majeur à l'entrepreneuriat jeune. Pour y remédier, des modules d'éducation financière doivent être intégrés dès le secondaire, en complément d'initiatives d'accompagnement bancaire (sessions de mentorat, simulateurs de crédit, conseils budgétaires). Parallèlement, la démocratisation de l'accès aux outils numériques – plateformes de paiement, solutions de gestion en ligne, marketing digital – permettra aux jeunes entrepreneurs d'améliorer leur visibilité, leur productivité et leur accès aux marchés. L'appui de partenaires publics et privés est crucial pour assurer l'inclusivité de ces formations, notamment en zones rurales.

c. Intégrer les jeunes dans les politiques bancaires et de développement

L'offre financière actuelle demeure inadaptée aux réalités des jeunes entrepreneurs. Il est urgent de concevoir des produits financiers ciblés : microcrédits à faible taux, garanties spécifiques, services d'assurance-risque, et dispositifs de financement mixte (blended finance) couplés à de l'accompagnement technique. Les stratégies nationales et régionales doivent intégrer un volet jeunesse clair dans les plans de développement économique, en s'appuyant sur des indicateurs de suivi spécifiques. Les banques centrales et les régulateurs peuvent également jouer un rôle en incitant les banques commerciales à développer des portefeuilles dédiés à la jeunesse et en soutenant les initiatives innovantes à fort potentiel d'impact social et économique.

Vers une alliance stratégique pour libérer l'énergie entrepreneuriale des jeunes

L'analyse croisée des réalités économiques des deux rives de la Méditerranée met en évidence une double urgence : celle de lutter contre le chômage persistant des jeunes, et celle de réorienter les instruments financiers pour les rendre plus inclusifs, plus agiles et mieux alignés avec les aspirations d'une jeunesse créative, instruite et résiliente.

Face à un marché du travail saturé et des systèmes financiers encore trop frileux, l'entrepreneuriat



représente une réponse transversale, à la fois économique, sociale et sociétale. Il permet non seulement de générer de l'emploi et de la richesse, mais aussi de répondre aux défis contemporains en matière d'innovation sociale, de transition écologique et de développement local.

La mobilisation d'une finance inclusive et partenariale – intégrant banques traditionnelles, fintechs, acteurs publics et investisseurs à impact – est donc indispensable. Elle doit s'accompagner d'une transformation structurelle des politiques éducatives, de la gouvernance économique et des mécanismes de coopération euro-arabe. Les initiatives inspirantes présentées dans cette étude montrent qu'il est possible de combiner ambition économique et justice sociale, à condition de sortir des approches fragmentées et de renforcer les synergies à l'échelle régionale.

Il est temps d'ancrer l'entrepreneuriat des jeunes dans les priorités stratégiques des pays euro-méditerranéens, en le dotant d'un écosystème robuste : éducation modernisée, incubateurs interconnectés, outils financiers hybrides, mobilité entrepreneuriale et mentorat. Cette alliance intergénérationnelle et interrégionale peut faire de la Méditerranée non plus une ligne de fracture, mais un pont d'innovation, d'inclusion et de prospérité partagée.

Investir dans la jeunesse aujourd'hui, c'est façonner une région résiliente demain. C'est parier sur une Méditerranée ouverte, connectée et solidaire, portée par une nouvelle génération d'entrepreneurs bâtisseurs d'avenir.



أسهل وأسرع تمويل
بخبرة في كل المجالات

[illegible]

Qui dirigera l'économie mondiale dans les trente prochaines années?



M. Mazen Hammoud

Analyste économique et financier / Paris

Il est aujourd'hui certain que les États-Unis demeurent la locomotive de l'économie mondiale. Mais cette locomotive avance sur des rails semés de risques, de surprises et de crises. Son rythme est inégal : parfois rapide, parfois ralenti, parfois même à l'arrêt. L'économie américaine enregistre depuis des années un produit national brut élevé, ayant dépassé les 27 000 milliards de dollars en 2023. Son seul véritable concurrent, capable de représenter une menace crédible, est la Chine, dont le PIB a frôlé les 20 000 milliards de dollars la même année - avec une différence de fond entre les deux modèles : l'un capitaliste, l'autre d'inspiration communiste.

Si cette bipolarité sino-américaine s'impose aujourd'hui dans les faits, elle est loin d'être figée. D'autres acteurs pourraient bientôt entrer dans la course au leadership économique mondial. L'Europe bien sûr, certaines puissances asiatiques émergentes, ou encore les pays du groupe BRICS, parmi lesquels l'Inde, figurent parmi les prétendants sérieux.

Car la domination économique ne repose pas uniquement sur les performances économiques.

Elle dépend aussi - et surtout - de l'influence géopolitique. À ce titre, la Chine ne dispose pas encore de tous les leviers nécessaires pour rivaliser avec les États-Unis, qui conservent un avantage stratégique majeur : le dollar, monnaie de référence pour le commerce mondial, le pétrole et l'or.

La Chine n'est pas moins ambitieuse que les États-Unis. Elle avance lentement, mais avec assurance, sur la voie du leadership mondial, même si elle ne semble pas encore prête, dans les prochaines années, à prendre les commandes de l'économie mondiale en termes de croissance et de puissance globale. Tout dépendra de sa capacité à surmonter une crise immobilière majeure, qui pèse lourdement sur son marché intérieur. Plusieurs grands promoteurs sont aujourd'hui incapables de rembourser des dettes s'élevant à plusieurs centaines de milliards de dollars. Ce choc intervient dans un contexte de transition économique amorcée après 2010, lorsque Pékin a décidé de rompre avec son modèle d'économie tournée vers l'exportation pour miser sur la consommation intérieure. Un

changement stratégique risqué, qui n'a pas pris en compte la stagnation du pouvoir d'achat des ménages, pourtant déterminant pour la dynamique de consommation — et donc pour la croissance. Résultat : le taux de croissance, autrefois à deux chiffres, est retombé sous la barre des 10 %. À cela s'ajoutent d'autres défis structurels, notamment le vieillissement accéléré de la population et la diminution de la main-d'œuvre active, qui affectent directement la productivité économique. Mais ce constat ne signifie pas que la Chine a renoncé à ses ambitions. Bien au contraire. Fidèle à sa stratégie silencieuse mais déterminée, Pékin continue d'avancer ses pions. Ce modèle discret, mais redoutablement efficace, lui a déjà permis de dépasser le Royaume-Uni de justesse en 2006, devenant ainsi la quatrième économie mondiale, avant de doubler l'Allemagne, puis le Japon, pour se positionner solidement à la deuxième place, juste derrière les États-Unis.

En 2010, l'économie chinoise a dépassé successivement l'Allemagne puis le Japon, s'imposant comme la deuxième puissance économique mondiale. Depuis cette date, avec des taux de croissance dépassant régulièrement les 10 %, la Chine est devenue un véritable sujet d'inquiétude pour les États-Unis. Mais les choses sont loin d'être aussi simples, et la question ne se limite pas aux seuls chiffres de croissance. Une progression de plus de 5 % ne signifie pas nécessairement que la Chine a supplanté les États-Unis. En réalité, la domination économique mondiale ne repose ni sur la seule structure de l'économie ni sur son environnement, mais sur la maîtrise des leviers fondamentaux de l'ordre économique global. Or, les États-Unis conservent un avantage stratégique majeur : le dollar, qui reste la principale monnaie d'échange pour le commerce international, le pétrole et l'or ; la première infrastructure bancaire au monde ; et les plus grandes places boursières de la planète, qui dictent encore aujourd'hui le rythme de l'économie mondiale. Cela dit, un ralentissement de l'économie chinoise aurait des répercussions considérables à l'échelle internationale. Une

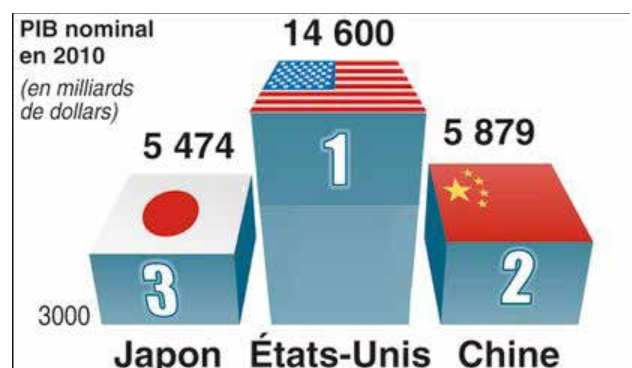
baisse du tourisme chinois ou des importations pèserait lourdement sur de nombreux marchés, car la Chine est l'un des principaux acheteurs de matières premières au monde. Elle occupe par ailleurs une place centrale dans les dynamiques géopolitiques actuelles, ce qui renforce l'impact global de sa trajectoire économique.

Et si le spectre d'un affrontement entre les deux puissances militaires que sont les États-Unis et la Chine demeure présent, l'étroite interdépendance économique entre ces deux géants rend un tel scénario hautement improbable. Un conflit direct ne servirait les intérêts d'aucun des deux pays.

D'autant plus que notre monde est aujourd'hui en mutation rapide et constante. Ce ne sont plus les calculs économiques traditionnels qui tracent la trajectoire des économies, mais bien la vitesse des transformations qui détermine le cours des choses et façonne l'avenir. La révolution numérique et les avancées technologiques ont profondément bouleversé les équilibres établis. L'intelligence artificielle, en particulier, est désormais en mesure de renverser tous les modèles classiques. Elle s'impose comme un acteur stratégique, au point de devenir le conseiller attitré des plus hautes sphères de décision à travers le monde.

Les droits de douane américains et la menace sur la carte économique mondiale

Au début de son second mandat, le président américain Donald Trump a voulu redéfinir les règles du commerce mondial avec son pays. Partant du principe que les balances commerciales des États-Unis affichaient un déficit chronique avec la plupart de leurs partenaires - notamment la Chine



et l'Europe — il a décidé d'imposer une hausse généralisée des droits de douane, n'épargnant même pas les grandes puissances économiques. La Chine a été particulièrement ciblée, avec des droits américains atteignant 145 %, auxquels Pékin a répliqué par des taxes équivalentes à 125 % sur les produits américains. Ce bras de fer s'est temporairement apaisé grâce à un accord transitoire de trois mois conclu entre les deux pays, valable jusqu'à la mi-août 2025. Les deux parties ont convenu d'un allègement partiel des droits, ramenés à 30 % côté américain et 10 % côté chinois, afin de rééquilibrer, dans une certaine mesure, leur balance commerciale bilatérale.

Avant même cet accord avec Pékin, Washington avait scellé un compromis similaire avec l'Union européenne, également pour une période de trois mois — jusqu'en juillet 2025. Cet intervalle doit permettre de parvenir à un accord plus durable, visant à réduire l'excédent commercial européen et à rétablir un certain équilibre dans les échanges transatlantiques.

Donald Trump entend également ouvrir des négociations avec la majorité des autres partenaires commerciaux des États-Unis. Il a notamment conclu un accord qualifié d'historique avec le Royaume-Uni — considéré comme la première percée majeure dans une guerre des tarifs douaniers qui a fortement secoué l'économie mondiale.

Il ne fait aucun doute que la tension liée aux droits de douane s'est atténuée grâce aux accords provisoires et aux rounds de négociation

successifs. Pourtant, sans ces compromis, le libre-échange aurait pu être profondément remis en question, au point de faire reculer la mondialisation à ses premières étapes. Dans un tel scénario, toute tentative de répondre à la question « Qui dirigera l'économie mondiale dans les prochaines années? » deviendrait d'autant plus complexe, tant le paysage économique serait bouleversé.

Dans sa quête de puissance économique mondiale, la Chine ne cherche pas à imposer une idéologie communiste. Elle privilégie plutôt une stratégie d'insertion subtile au sein de l'ordre économique mondial, consolidant pas à pas sa présence et son influence.

Dès 2020, Pékin a tenté d'affirmer sa position au sein des grandes instances internationales, en particulier à l'ONU. Ce mouvement a été perçu par plusieurs États membres comme une volonté chinoise de dominer l'Asie et d'y imposer son influence, notamment face à des poids lourds comme l'Inde, l'Indonésie ou le Pakistan.

Aujourd'hui, de nombreux analystes estiment que la Chine vise un objectif clair : devenir la première puissance économique mondiale à l'horizon 2049, à l'occasion du centenaire de l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong.

Il ne faut pas sous-estimer non plus l'impact qu'ont eu les droits de douane imposés par Donald Trump. Ces mesures ont poussé plusieurs partenaires commerciaux des États-Unis à reconsidérer leurs alliances, dans un contexte où Pékin intensifie ses relations avec l'Union européenne. Une stratégie de séduction qui, selon certains observateurs, pourrait permettre à l'Europe — si elle parvient à résoudre ses problèmes d'endettement et de déséquilibres budgétaires — de jouer elle aussi un rôle de premier plan dans l'économie mondiale. De son côté, Washington est pleinement consciente des ambitions de la Chine. Les États-Unis ont réagi en renforçant leurs alliances stratégiques, notamment avec l'Inde, l'Australie, le Japon et le Royaume-Uni, dans le but évident de contenir l'expansion chinoise. Une démarche préventive, qui vise aussi à limiter les velléités d'autres



Rank	Country	GDP (USD)	% of Total
11	Russie	\$2,060B	1.96%
12	South Korea	\$1,722B	1.64%
13	Australie	\$1,700B	1.62%
14	Mexico	\$1,660B	1.58%
15	Espagne	\$1,492B	1.42%
16	Indonésie	\$1,392B	1.32%
17	Pays-Bas	\$1,081B	1.03%
18	Arabie Saoudite	\$1,062B	1.01%
19	Turquie	\$1,029B	0.98%
20	Suisse	\$870B	0.83%

puissances émergentes cherchant à graver les échelons de la hiérarchie économique mondiale.

Classement des dix plus grandes économies mondiales à l'horizon 2024

Dans cette étude, nous mettons en lumière les principaux critères ayant servi à établir ce classement, en tête desquels figure le produit intérieur brut (PIB), indicateur clé de la performance économique.

• 10^e – Canada

L'économie canadienne se classe en dixième position. Elle repose en grande partie sur l'exploitation des ressources naturelles, notamment le gaz, le pétrole, les minerais et les forêts. À cela s'ajoute un secteur des services dynamique, axé sur les technologies et les industries artisanales. Ces composantes permettent au Canada d'afficher une croissance du PIB estimée à 1,2 % en 2024, consolidant ainsi sa position parmi les grandes puissances économiques.

• 9^e – Brésil

Neuvième au classement, le Brésil s'affirme comme une puissance émergente au sein du groupe des BRICS. Son économie est diversifiée, dominée par l'agriculture, l'exploitation minière et les industries artisanales. Le pays est considéré comme l'un des principaux pôles agricoles de la planète. Le moteur principal de son économie reste cependant la consommation intérieure, appuyée par des progrès en matière d'infrastructures. En 2024, son PIB a progressé de 2,2 %, réparti entre les services (70 %), l'industrie (20 %) et l'agriculture (10 %).

• 8^e – Italie

L'Italie occupe la huitième place mondiale et la troisième au sein de la zone euro. Elle dispose d'un marché financier développé, d'un secteur des services de haut niveau et d'une industrie touristique qui rivalise avec celle de la France. L'Italie est également réputée pour la compétitivité de ses industries agroalimentaires à l'échelle européenne et internationale. Malgré ces atouts, elle n'a enregistré qu'un taux de croissance modeste de 0,7 % en 2024, en raison d'une dette publique élevée et d'un déséquilibre budgétaire persistant.

7^e – France

L'économie française se classe au septième rang mondial et occupe la deuxième place au sein de la zone euro. En 2024, le produit intérieur brut de la France a dépassé les 3 000 milliards d'euros, avec un taux de croissance modeste de 0,7 %. L'un des atouts majeurs de l'économie française réside dans sa diversification. Le pays se distingue par la performance de son industrie, notamment dans les secteurs aéronautique et spatial (avions, fusées, satellites), ainsi que par son rayonnement international en matière de tourisme et de produits de luxe. La France bénéficie également d'un système de protection sociale robuste, d'infrastructures modernes et d'investissements constants en recherche et développement.



• 6^e – Royaume-Uni

À la sixième position mondiale figure le Royaume-Uni, qui a officiellement quitté l'Union européenne. Son économie repose sur un équilibre entre services, industries artisanales et un secteur financier stratégique, tant à l'échelle européenne que mondiale. Londres conserve son statut de place financière majeure, connectée aux marchés internationaux, et continue d'attirer les investissements étrangers. Le commerce extérieur reste soutenu par des partenariats dynamiques avec les pays voisins, ainsi qu'un réseau logistique dense. En 2024, la croissance économique britannique a atteint 0,5 %, un taux timide comparable à celui de la France et de l'Italie. Comme nombre d'économies occidentales, le pays continue de ressentir les effets des crises successives, notamment celle du Covid-19, qui a paralysé la planète à partir de 2019. Néanmoins, certains pays ont su faire preuve d'une résilience plus marquée face aux turbulences.

5^e – Inde

L'Inde occupe en 2024 la cinquième place au classement des plus grandes économies mondiales. Membre du groupe des BRICS, son économie se distingue par sa diversité et son rythme de croissance soutenu. Les secteurs clés incluent les technologies de l'information — avec New Delhi en tête des capitales mondiales du numérique — ainsi que les services, l'agriculture et l'industrie artisanale. L'économie indienne repose en grande partie sur son vaste marché intérieur, soutenu par une main-d'œuvre jeune, qualifiée et compétitive, notamment dans le domaine technologique. À cela s'ajoute une classe moyenne en pleine expansion, moteur essentiel de la demande locale. Autant de facteurs qui ont permis à l'Inde d'enregistrer une croissance impressionnante de 6,8 % en 2024, dépassant celle des deux premières puissances économiques mondiales. Un chiffre qui illustre bien que le PIB, à lui seul, ne suffit pas à définir le leadership économique futur.

• 4^e – Japon

Ancienne dauphine des États-Unis pendant près de quinze ans, l'économie japonaise occupe désormais la quatrième place. Son dynamisme repose principalement sur la technologie, les services et les industries de pointe. L'électronique et l'automobile restent les secteurs les plus compétitifs, tandis que la Bourse de Tokyo continue de jouer un rôle central dans la finance mondiale. Le Japon bénéficie également d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et de technologies avancées dans la banque, la finance et les échanges commerciaux de produits à forte valeur ajoutée. En dépit de ces atouts, la croissance nipponne est restée modérée, atteignant 0,9 % en 2024.

• 3^e – Allemagne

Leader économique de la zone euro, l'Allemagne accède à la troisième place mondiale en 2024, devant le Japon. Sa croissance, cependant, reste extrêmement faible, limitée à 0,2 %. Ce rang s'explique par la puissance industrielle du pays : exportations, ingénierie de précision, construction automobile, chimie, et pharmacie figurent parmi ses piliers. L'économie allemande est reconnue pour la qualité de sa production, l'efficacité de sa main-d'œuvre, et son investissement continu dans la recherche et le développement, vecteurs d'innovation à l'échelle européenne.

• 2^e – Chine

L'économie chinoise, toujours en seconde position mondiale, continue d'incarner la principale menace stratégique pour les États-Unis. Longtemps portée par les exportations, l'industrie et l'investissement, la Chine a progressivement misé sur le secteur immobilier — gratte-ciels d'habitation et sièges de multinationales — mais ce virage s'est soldé par une profonde crise. Le secteur immobilier chinois souffre aujourd'hui d'un surendettement massif, estimé à plusieurs centaines de milliards de dollars, fragilisant l'ensemble de l'économie nationale. Ce climat d'incertitude contraste avec la vigueur de ses autres

atouts : main-d'œuvre jeune, abondante et peu coûteuse, capacité industrielle exceptionnelle, marchés financiers en expansion, soutien étatique aux secteurs stratégiques, infrastructures solides et marché intérieur prometteur — bien que ce dernier reste moins déterminant que le commerce extérieur. En 2024, la Chine a enregistré une croissance de 5 %, confirmant sa résilience malgré les turbulences.

• 1^{re} – États-Unis

En première position, comme depuis plusieurs décennies, figure l'économie américaine - toujours incontestée. Elle représente non seulement la plus grande puissance économique mondiale, mais également un centre d'influence politique global, qui confère au dollar le statut d'indicateur principal pour de nombreuses économies, quelles que soient leurs structures ou leurs secteurs d'activité.

L'économie des États-Unis se distingue par sa remarquable diversité. Elle repose principalement sur les services, l'industrie, la finance et la technologie. Le pays bénéficie également d'un marché intérieur extrêmement dynamique, d'un écosystème d'innovation florissant, soutenu par des entreprises de pointe et des infrastructures robustes. À cela s'ajoutent des budgets publics conséquents qui renforcent sa compétitivité et consolident sa position de leader sur la scène économique mondiale.

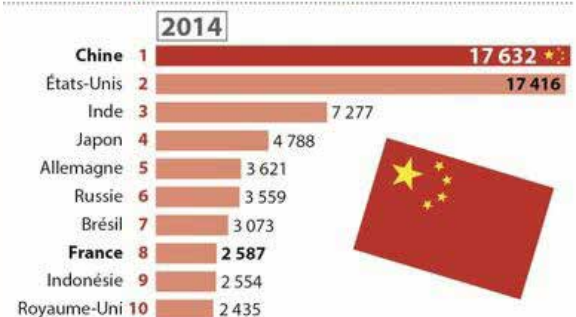
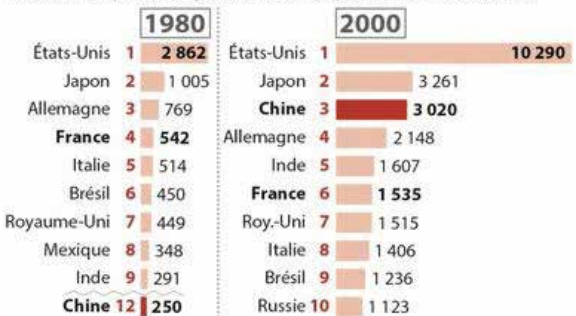
Les États-Unis profitent également d'une grande liberté commerciale et d'une capacité à imposer des conditions préférentielles dans leurs échanges. Cette dynamique pourrait encore s'accroître si le président Donald Trump, lors de son second mandat, parvient à conclure de nouveaux accords commerciaux avec ses partenaires, après les avoir contraints à la table des négociations via l'instauration de droits de douane supplémentaires sur leurs exportations.

Grâce à cette stratégie et à la solidité de ses fondamentaux, l'économie américaine a enregistré en 2024 une croissance globale de 2,8 %, confirmant une fois de plus son statut de référence mondiale.

Et après avoir conclu ce classement avec la première place occupée par les États-Unis, il convient de souligner la présence d'autres grandes économies mondiales qui figurent juste après le top 10. En 11^e position, on retrouve ainsi la Russie, suivie par le Mexique à la 12^e place. Viennent ensuite, dans l'ordre: l'Australie (13^e), la Corée du Sud (14^e), l'Espagne (15^e), l'Indonésie (16^e), les Pays-Bas (17^e), la Turquie (18^e), l'Arabie saoudite (19^e), et enfin la Suisse qui clôt ce top 20 en 20^e position.

La Chine prend la tête de l'économie mondiale

PIB en PPA (parité de pouvoir d'achat), en milliards de dollars



BANK OF AFRICA, UN ACTEUR PANAFRICAIN AU CŒUR DE LA RELANCE RESPONSABLE



Acteur bancaire majeur du continent africain, BANK OF AFRICA s'impose comme un modèle de croissance durable et d'engagement sociétal. Portée par une vision panafricaine ambitieuse, la banque multiplie les initiatives en faveur du financement responsable, de l'innovation verte et de l'intégration régionale. Ce dossier met en lumière les piliers de sa stratégie et son rôle clé dans la relance économique du continent.

Créée en 1959, conjointement avec Bank Al-Maghrib et la Caisse de Dépôts et de Gestion, pour marquer l'indépendance économique et financière du Maroc et accompagner son émergence, la Banque Marocaine du Commerce Extérieur avait inscrit dans ses statuts l'obligation d'accompagner l'intérêt collectif. Et après sa privatisation en 1995, BANK OF AFRICA n'a cessé de placer, sous la Présidence de Othman Benjelloun, sa Responsabilité Sociale d'Entreprise et sa Stratégie de Durabilité en haut de ses priorités.

Cet engagement exemplaire n'est, en effet, qu'un écho aux valeurs que le Groupe BANK OF AFRICA a en partage avec l'ensemble de ses parties prenantes. Des valeurs inspirées du respect des spécificités de chacune de ses implantations, ainsi que de l'universalité de ses principes : ceux de bonne gestion et de rigueur, de loyauté vis-à-vis de ses actionnaires, une quête d'excellence dans la conduite des relations avec ses clients et ses "parties prenantes" que sont les communautés d'Etats et la Société Civile.

Ce qui est partagé, aussi, c'est une africanité et un attachement profond au continent africain. En préservant cette Africanité, le Groupe s'intéresse également à ses partenaires et à ses clients d'Europe, d'outre Atlantique, d'Asie et d'Océanie. C'est tout le sens qui a été donné à l'élargissement et à la structuration des implantations africaines du Groupe BANK OF AFRICA.

Dès 1989, et continuant à œuvrer pour l'intérêt collectif, BMCE Bank avait été sollicitée par le gouvernement malien pour accompagner la restructuration de la Banque de Développement du Mali. Au vu de l'expérience réussie, une même demande avait été formulée par les dirigeants congolais en 2003 pour accompagner La Congolaise de Banques.

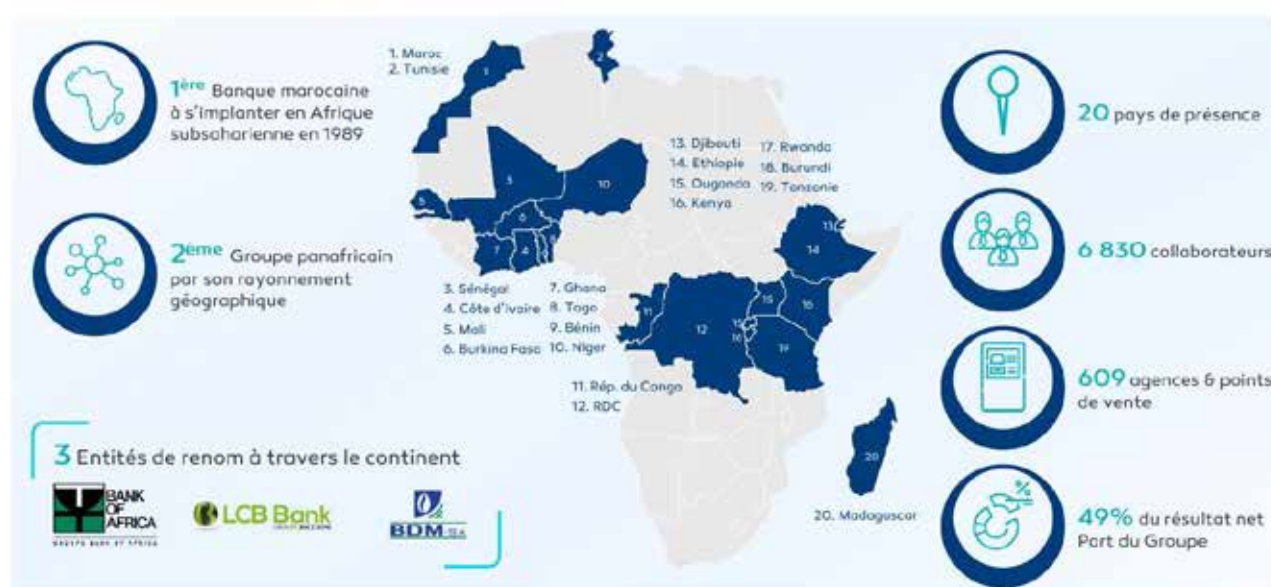
Sous l'impulsion, une nouvelle fois, de son Président Othman Benjelloun, BANK OF AFRICA a décidé, de donner un contenu plus précis et plus tangible à son ambition de continentalité et de développement à l'international. BANK OF AFRICA est ainsi devenue actionnaire minoritaire, en 2007, puis majoritaire en 2010, de BOA Holding, avec une présence aujourd'hui dans près d'une vingtaine de pays d'Afrique subsaharienne, soit le second groupe bancaire le plus diffus sur le continent.

Au-delà d'une simple prise de participation capitalistique, ce rapprochement représente une alliance pour le développement. L'alliance pour le développement de l'activité retail, dans une vingtaine de pays et davantage encore demain, tant notre continent représente en lui-même, un gisement de croissance inépuisé, nourri de la bancarisation croissante de millions d'Africains et leur accès à une offre financière diversifiée, allant des services bancaires de base jusqu'aux plus sophistiqués.

Elle est aussi l'alliance pour le développement Corporate et Entreprise car l'enjeu est, pareillement, de nourrir les projets d'infrastructures, d'équipements et d'investissement qu'entreprennent en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est, les entreprises publiques et privées, les étrangers de plus en plus nombreux à saisir les innombrables opportunités qu'offre notre continent.

L'enjeu de cette alliance est, par ailleurs, la multiplication et la diversification des échanges et des investissements entre l'Afrique subsaharienne, l'Afrique atlantique et le Maroc.

PRESENCE DU GROUPE BANK OF AFRICA EN AFRIQUE



Source : BANK OF AFRICA

Concernant les réalisations commerciales en matière de Finance Durable sur cette dernière décennie, un travail substantiel a été mené sur l'efficacité énergétique et les chaînes de valeur vertes. En s'associant à l'expertise de la BERD, plus de 250 projets ont été accompagnés en efficacité énergétique pour un montant de près de MAD 1,5 milliard, avec 85% des financements orientés vers les activités les plus polluantes.

En Afrique subsaharienne, le travail mené s'est matérialisé par de lèrès opérations au Burkina Faso et Togo pour près de CFA 9 milliards au total et une identification avancée d'une demi-douzaine de secteurs à financer en Côte d'Ivoire. Les potentialités en Afrique subsaharienne sont colossales et la banque compte y jouer un rôle central. A titre de rappel, sur les plus de USD 1 300 milliards d'investissements réalisés annuellement en Afrique, seulement 15% souscrivent aux objectifs des ODD.

En matière d'innovation financière, la Banque a été parmi les précurseurs de la place sur deux outils réglementés: (i) le Green Bond émis en 2016 pour financer les projet d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable et (ii) le fonds commun de placement Capital ISR, qui est un fonds éthique encourageant les comportements responsables des entreprises et le développement durable.

En termes de sélectivité de ses financements, le Groupe BANK OF AFRICA a adopté dans l'ensemble de ses Filiales une liste

d'exclusion d'activités à financer, basée sur les recommandations de l'European Development Finance Institution. Sur la base d'un monitoring poussé, l'exposition consolidée aux activités exclues totalement ou partiellement est, à fin décembre 2024, de 0,18%, inférieur à la limite de 10% tolérée pour les activités figurant sur la liste d'exclusion (Boissons alcoolisées, Tabac, Armes, munitions et jeux d'argent). Dans le même temps, le financement consacré au charbon est nul.

De même, la grande majorité des dossiers d'investissement et de crédits de fonctionnement sont désormais systématiquement analysés sous le spectre Environnemental, Climatique et Social.



Sur cette base, BANK OF AFRICA a entamé un travail de catégorisation de son portefeuille afin de piloter efficacement les financements durables, détecter des opportunités commerciales pour la finance durable, aider à la prise de décision d'investissement et orienter les flux financiers vers des activités durables et réponse globale aux ODD. A fin 2024, ce sont près de 45% des financements de BANK OF AFRICA qui sont liés à une activité ou objet durable.

Enfin, en janvier 2025, BANK OF AFRICA est devenue la première banque marocaine à soumettre son Rapport « Stratégie Climat » à la Banque Centrale, Bank Al-Maghrib, s'alignant de manière proactive sur les exigences émergentes des normes IFRS S2 portées par l'ISSB. Ce rapport marque ainsi une étape majeure dans l'intégration du climat au cœur des stratégies financières du Groupe.



Il repose sur une méthodologie rigoureuse et collaborative, mobilisant l'ensemble des entités clés du Groupe, pour aboutir à une lecture financièrement robuste des enjeux climatiques. La Banque a, de ce fait, structuré une feuille de route climat ambitieuse et opérationnelle, articulée autour de la mesure de son empreinte carbone financée, de l'analyse des risques climatiques, et de l'intégration progressive de ces enjeux dans la stratégie globale de gestion des risques et de financement.

Au travers de l'ensemble de cette démarche, le Groupe BANK OF AFRICA est devenu un partenaire crédible pour ses parties prenantes,

dont l'expertise est reconnue dans le Financement Durable et qui aspire à contribuer activement à la lutte contre le changement climatique. La banque s'est ainsi fixée des engagements ambitieux à horizon 2030 et 2050 en visant une réduction de 30% de l'intensité carbone de ses émissions financées à l'horizon 2030, et l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050.

En parallèle, la Banque poursuit ses efforts sur son propre périmètre d'activités (Scopes 1 & 2), avec un objectif de réduction de 5% par an de ses émissions opérationnelles, notamment à travers des initiatives d'efficacité énergétique et l'augmentation de la part d'énergies renouvelables.

Co-entrevue avec

M. François Sporrer, Chef du Service économique régional pour le Proche-Orient, et **M. Hugo Bruel**, Conseiller financier régional, à l'Ambassade de France au Liban.

Reconstruction, climat, inclusion: les nouveaux leviers de la coopération franco-arabe



M. François Sporrer
Chef du Service économique
régional pour le Proche-Orient

Dans un contexte marqué par les défis post-conflit et les impératifs de transition économique, la France renforce son dialogue avec les pays du Proche-Orient. À travers cette co-entrevue exclusive, M. François Sporrer et M. Hugo Bruel livrent leur vision stratégique sur l'intégration financière euro-méditerranéenne, les priorités de reconstruction et les partenariats d'avenir. Ils évoquent également le rôle du secteur privé, de la finance verte et de l'innovation dans la construction d'un avenir partagé. Un éclairage précieux sur les perspectives franco-arabes dans un monde en mutation.

1. Comment évaluez-vous aujourd'hui l'état des relations économiques et financières entre la France et les pays arabes du Proche-Orient, notamment dans le contexte des transitions post-conflit et des priorités de reconstruction?

Les relations économiques et financières entre la France et les pays du Proche-Orient sont

hétérogènes et différenciées. Les exportations françaises vers le Proche-Orient s'élèvent à environ 5 Mds euros, ce qui représente un peu moins de 1% du total des exportations françaises. Plus des deux tiers de ces exportations françaises sont destinées à l'Égypte et à Israël. Nos exportations vers ces pays sont principalement constituées d'équipements mécaniques et électriques, de

divers produits industriels et de matériels de transport. Les importations françaises depuis le Proche-Orient représentent dans le même temps un peu plus de 4 Mds d'euros. L'Irak est notamment un fournisseur d'hydrocarbures important pour la France. Par ailleurs, de nombreuses entreprises françaises sont implantées dans les pays du Proche Orient, particulièrement en Egypte, en Jordanie et au Liban où elles ont créé plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

Les deux dernières années ont été marquées politiquement par le conflit à Gaza et au Liban. La France se mobilise pour œuvrer à la reconstruction et au redressement de ces pays affectés par le conflit. Cela passe par des initiatives françaises sur le plan international et multilatéral, l'organisation de conférences internationales, la sensibilisation des organisations financières internationales sur l'urgence d'agir à Gaza et au Liban. Sur le plan bilatéral, la France a déployé beaucoup d'instruments d'urgence, tant humanitaires qu'économiques.

2. La coopération euro-méditerranéenne vise à renforcer l'intégration financière entre les deux rives. Selon vous, quels sont les leviers concrets que la France pourrait activer pour soutenir la construction d'une Union financière euro-méditerranéenne?

La coopération euro-méditerranéenne est essentielle sur plusieurs aspects. Cet espace géographique est très imbriqué, malgré les fragmentations géopolitiques. L'union financière doit passer à la fois par des convergences en matière de cadre juridique et normatif, ainsi que par le développement de flux financiers. Toutefois, il existe une grande hétérogénéité de situations, avec des cadres financiers parfois jugés fragiles, notamment en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Dans ce cadre, la France peut accompagner en matière de coopération et d'assistance technique le développement et le



M. Hugo Bruel
Conseiller financier régional
à l'Ambassade de France au Liban

renforcement de cadres juridiques, prudentiels et de conformité robustes et transparents, pouvant ouvrir la voie à un renforcement des flux et des interactions financières entre la France et les autres pays des rives de la méditerranée.

Le rôle des banques de développement, nationales et européennes, peuvent jouer un rôle clef dans l'intensification de ces échanges et en avant-garde au développement d'échanges et de flux bancaires privés. La BERD, la BEI, les agences de développement comme l'AFD ont tout leur rôle à jouer dans cette dynamique.

3. Le rôle du secteur privé, notamment bancaire, est souvent évoqué comme moteur du développement dans la région MENA. Quelles sont, selon vous, les synergies prioritaires à développer entre les banques françaises et les banques arabes dans le cadre de cette dynamique?

Le bon financement de l'économie est un sujet majeur qui permet à la fois d'améliorer la croissance et d'allouer les flux vers des

investissements prioritaires. Les synergies prioritaires me semblent devoir aller vers les investissements durables et les investissements d'avenir. Je pense notamment aux infrastructures, à l'assainissement, aux investissements dans le domaine crucial de l'eau. Evidemment, les investissements en matière d'énergie et dans l'industrie sont également prioritaires.

Dans un contexte de baisse attendue de l'aide publique au développement de certains grands bailleurs comme les Etats-Unis, mais aussi de trajectoires d'endettement devenues contraignantes dans plusieurs pays, le secteur privé est appelé à prendre une place plus importante dans le financement et la mise en œuvre du développement. C'est là toute la pertinence de l'action de Proparco, la filiale de l'AFD dédiée au financement du secteur privé, qui cherche à mobiliser davantage de financements, notamment innovants, en faveur des secteurs privés du Proche-Orient, y compris dans le cas de partenariats-public-privé.

Les banques françaises devraient être également prêtes à s'impliquer davantage, à condition que les pays du Proche-Orient modernisent leur cadre de régulation financière (notamment au regard des exigences de conformité du GAFI).

4. La résilience climatique, la finance verte et l'innovation sont désormais au cœur des agendas internationaux. Comment voyez-vous la contribution potentielle des institutions financières françaises à l'agenda climatique dans les pays du Proche-Orient?

Il s'agit en effet d'une priorité internationale et la France continue de se mobiliser en ce sens. Les institutions françaises, que ce soient des banques ou des gestionnaires d'actifs, intègrent dorénavant des critères stricts d'ESG dans leur politique d'investissement. Les investissements se centrent de plus en plus sur des projets visant à la neutralité carbone ou contribuant à l'atténuation du changement climatique.

En matière d'atténuation au changement climatique, la transition énergétique constitue en réalité une opportunité pour les pays du Proche-Orient, de diversifier leurs modèles économiques pour certains et de réduire leur dépendance aux importations d'hydrocarbures pour les autres. En outre, miser sur les énergies renouvelables et les interconnexions électriques est une opportunité de renforcer des systèmes énergétiques domestiques aujourd'hui défectueux dans certains pays comme le Liban ou la Syrie. La production d'énergie renouvelable est tout à fait propice à la





mobilisation de partenariats-public-privé, tandis que les financements de bailleurs de fonds ont vocation à se concentrer sur le renforcement des réseaux de transmission. A titre d'exemple, l'AFD a financé via un prêt concessionnel de 55 M\$ le projet de Green corridor en Jordanie, lancé en 2015, qui vise à accroître la capacité du réseau de 1 GW, par des investissements dans les systèmes de transmission.

En matière d'adaptation au changement climatique, la priorité pour le Proche-Orient est de répondre au défi du stress hydrique, déjà bien présent et qui est appelé à se dégrader plus encore sous l'effet du dérèglement climatique. La France accompagne déjà les pays de la région qui cherchent à améliorer la gestion structurelle de leurs ressources hydriques. Les entreprises françaises du secteur de l'eau comme Veolia sont très réputées, et l'AFD est un bailleur particulièrement en pointe dans ce domaine, particulièrement au Proche-Orient où elle dispose d'un portefeuille impressionnant de projets d'eau potable et d'assainissement en Egypte, Jordanie, Liban, Territoires palestiniens et Irak. De manière emblématique, les institutions financières françaises sont très engagées dans le projet jordanien National Conveyor.

5. Face aux défis du chômage et de l'exclusion financière, en particulier chez les jeunes et les femmes, quels dispositifs ou initiatives franco-arabes vous semblent les plus prometteurs pour favoriser une inclusion économique durable?

Le bon fonctionnement du marché du travail et l'inclusion financière sont des leviers importants de stabilité et d'élévation du niveau de vie des populations. La problématique du chômage est bien souvent un enjeu structurel, de long-terme, et s'accompagne de conséquences sociales telles que la paupérisation ou la précarisation de populations. A cet effet, la France peut s'associer, contribuer ou développer des actions dans le domaine de la formation professionnelle et de l'enseignement, pour préparer au mieux l'entrée de populations jeunes dans la vie active.

L'inclusion financière est également une question d'éducation, et dépend du développement de solutions techniques adaptées à des publics traditionnellement éloignés de solutions financières et bancaires. Le développement de mobile banking, la simplification de procédures d'accès à l'ouverture de comptes en banque, la modernisation de moyens de paiement simples et efficaces nous semblent indispensables, tout en respectant des règles de conformité et de sécurité importantes, bien sûr.



6. Dans une optique de long terme, comment la France envisage-t-elle de renforcer ses partenariats économiques avec les pays du Proche-Orient, notamment dans des domaines stratégiques tels que l'énergie, la transition numérique ou la coopération économique?



Quels sont, selon vous, les axes prioritaires pour accompagner une croissance inclusive et durable dans la région?

La coopération économique est naturelle dans le domaine des infrastructures, car il s'agit de domaines d'excellence des entreprises françaises : l'énergie, l'eau, les transports et les télécommunications. On observe à la fois des interventions de grands travaux et, de plus en plus, des investissements directs dans le cadre de partenariats-public-privé. La France apporte dans ce cadre des financements conséquents à travers les prêts de l'AFD, les prêts du Trésor français ou la garantie des crédits export. Dans un contexte de développement et de diversification des pays de la région, mais aussi de reconstruction pour certains, cette coopération devrait se renforcer dans les prochaines années.

Un nouvel axe de coopération économique est en train d'émerger et je dois dire que je ne m'y attendais pas en prenant mes fonctions il y a trois ans. Il s'agit de celui des services numériques et des services aux entreprises : que cela soit en Egypte, en Jordanie ou au Liban, j'observe des stratégies très dynamiques d'outsourcing et de localisation de main d'œuvre par les groupes français afin de bénéficier de ressources humaines qualifiées, compétitives et, s'agissant du Liban et de l'Egypte, francophones. CMA-CCM a ainsi recruté à Beyrouth plus de 1000 employés travaillant sur des activités internes au groupe, notamment les $\frac{3}{4}$ de ses équipes mondiales de développement informatique, et Publicis a localisé plus de 500 employés à Beyrouth pour travailler sur des pays de la région mais également l'Europe, l'Amérique latine et l'Afrique. Au Liban, 1/3 des emplois créés par les entreprises françaises sont ainsi dédiés à des missions qui ne concernent pas le Liban.

Vers une Méditerranée inclusive portée par le leadership féminin



Mme Madiha RASLAN

Présidente et Fondatrice du Conseil Libanais des Femmes Leaders

Madame Madiha Raslan, présidente et fondatrice du Conseil Libanais des Femmes Leaders, œuvre depuis des années pour renforcer la place des femmes dans l'économie libanaise et méditerranéenne. Dans cet entretien, elle partage sa vision d'un avenir financier équitable, détaille les initiatives de son association en faveur des entrepreneures et souligne l'importance de la solidarité féminine face aux crises. Un témoignage inspirant d'engagement et d'espoir.

1- En tant que Présidente de l'Association des Femmes Leaders, comment évaluez-vous l'état actuel de l'accès des femmes au financement au Liban et dans la région méditerranéenne ?

Absolument. Il existe un écart important en matière d'accès au financement pour les femmes au Liban, comparé à d'autres pays méditerranéens. Alors qu'en France ou en Italie, les femmes bénéficient d'un accès relativement équitable aux services financiers, la situation libanaise est bien plus préoccupante. La crise économique et financière qui perdure depuis des années a profondément désorganisé le système bancaire, plongeant le

pays dans une paralysie financière quasi totale. Au Liban, les obstacles au financement touchent à la fois les hommes et les femmes. Mais les femmes entrepreneures en subissent les conséquences de manière plus aiguë. Faute de solutions alternatives, nombre d'entre elles doivent puiser dans leurs économies personnelles pour lancer ou maintenir leur activité — un choix risqué et rarement durable dans un environnement aussi instable.

Dans le sillage de la crise, un changement de tendance a émergé : de plus en plus de femmes accèdent au marché du travail, non comme salariées, mais en tant que cheffes d'entreprise. Pourtant, leur principal obstacle demeure l'accès

au capital. Pour répondre à cette urgence, notre association a intensifié ses efforts auprès des bailleurs de fonds internationaux — notamment ceux engagés en faveur de l'autonomisation économique des femmes au Liban — pour obtenir des aides financières, que ce soit sous forme de subventions ou de soutien direct.

Ce besoin est d'autant plus pressant dans les régions durement touchées par les conflits récents, où de nombreuses femmes ont perdu leurs sources de revenu et peinent à se reconstruire. Un soutien continu s'avère essentiel, non seulement pour assurer la survie des entreprises dirigées par des femmes, mais aussi pour renforcer la résilience des familles et des communautés qu'elles soutiennent.

En parallèle, le Liban a un besoin urgent de réformes immédiates et en profondeur de son secteur bancaire. Tant que celles-ci ne seront pas mises en œuvre, les subventions internationales et l'appui des donateurs resteront indispensables pour maintenir la participation économique des femmes et favoriser une reprise durable à long terme.

2- Quelles actions concrètes votre association a-t-elle entreprises pour aider les femmes entrepreneures à accéder aux outils financiers et à bâtir des entreprises durables ?

Pendant la guerre, nous avons sollicité le soutien des Nations Unies, mais malheureusement, nos démarches n'ont pas abouti. Nous avons également engagé un dialogue avec la CESAO dans le but d'explorer des mécanismes permettant de canaliser des fonds vers les entreprises vulnérables dirigées par des femmes. À cette période, plus d'un millier d'entreprises féminines au Liban avaient un besoin urgent d'un soutien financier pour couvrir au moins trois mois de frais d'exploitation.

L'un des objectifs fondamentaux de notre association est de favoriser la création d'entreprises durables portées par des femmes. Pour cela, nous mettons en œuvre, de manière régulière, des programmes de formation ciblés,

conçus pour répondre aux besoins évolutifs de nos membres. Ces formations sont élaborées à partir des retours directs des entrepreneures, et portent sur des thématiques clés telles que la gestion financière, le développement des affaires, les stratégies marketing, ou encore l'intégration des outils émergents comme l'intelligence artificielle. Parmi nos initiatives phares figure Jazzmin, un concept de commerce unique lancé sous le patronage de l'Association des Femmes Leaders. Jazzmin est un espace vivant, entièrement géré, investi et animé par des femmes. Il offre une plateforme aux créatrices pour exposer, promouvoir et exporter leurs produits, sans leur imposer de frais fixes. À ce jour, plus de 140 femmes y participent activement.

En parallèle, nous préparons une conférence intitulée « Ana Lubnaniya Arabiya », visant à encourager l'investissement et la coopération entre femmes arabes et libanaises. L'objectif est clair : attirer des capitaux arabes, créer des partenariats stratégiques et ouvrir de nouvelles perspectives pour les femmes libanaises, tant au niveau national qu'international.

Selon vous, quels sont les principaux obstacles qui empêchent les femmes d'atteindre l'équité financière et des postes de leadership dans le secteur économique ?

Il ne fait aucun doute que des contraintes sociales subsistent encore, mais elles se sont considérablement atténuées avec le temps. Au sein de notre association, la majorité de nos membres ne sont plus confrontées à des freins majeurs de cet ordre. En revanche, les inégalités en matière d'équité financière persistent, principalement en raison de la crise économique et financière prolongée que traverse le Liban.

Cela étant dit, les progrès en matière de leadership féminin au Liban sont indéniables. Depuis 2018, notre association joue un rôle central dans la sensibilisation, le renforcement des capacités et l'accompagnement des femmes pour qu'elles puissent s'engager plus activement dans les sphères économique et publique. Nous



particulièrement critique pour le pays. Les femmes sont aujourd'hui présentes et actives dans tous les secteurs de l'économie, et notre mission est de faire entendre leur voix encore davantage.

Nous disposons aujourd'hui d'un vivier croissant de femmes compétentes, prêtes à occuper des postes de décision.

Et lorsqu'une femme

privilégions des approches concrètes, axées sur l'autonomisation et le développement du leadership féminin.

Nous sommes présentes, actives et engagées. À titre d'exemple, notre conférence phare « Ana Lubnaniya Arabiya » a été lancée pour la première fois lors de l'Expo Dubaï, offrant une tribune internationale aux femmes libanaises pour présenter leurs produits, valoriser leurs parcours et tisser des liens à l'échelle mondiale. La deuxième édition à Beyrouth a poursuivi cette dynamique à travers des initiatives marquantes comme le programme exécutif « She Leads » ou la journée « Well-Being Day », tous deux destinés à accompagner et célébrer les femmes leaders.

Nos membres ne sont pas de simples participantes: ce sont des actrices du changement, des collaboratrices et des passeuses de savoir. L'association a su créer des synergies concrètes entre ses membres, donnant naissance à de véritables initiatives économiques. L'exemple le plus emblématique est la création de Jazzmin SAL, sous l'égide de UBW Holding, qui fédère un ensemble d'entreprises visant à renforcer la présence économique des femmes au Liban.

Ces initiatives vont bien au-delà de l'autonomisation : elles s'inscrivent dans une logique d'impact mesurable. Nous œuvrons à quantifier la contribution des femmes à la création d'emplois, au développement des entreprises et à la croissance économique nationale, dans un contexte

manifeste l'ambition de diriger, nous sommes là pour l'accompagner à chaque étape de son parcours.

4- Comment les banques et les institutions financières peuvent-elles jouer un rôle plus important dans l'autonomisation économique des femmes dans les régions arabes et méditerranéennes ?

Les banques ont un rôle clé à jouer dans l'autonomisation économique des femmes, notamment en développant des produits financiers spécifiquement adaptés à leurs besoins. Les femmes font généralement preuve de prudence dans la gestion de l'argent, s'engagent moins dans des projets à haut risque et affichent un fort taux de remboursement des prêts. Cette rigueur financière en fait des clientes fiables, offrant aux banques une opportunité de concevoir des solutions alignées sur leurs comportements et profils financiers spécifiques.

Pour aller dans ce sens, il est essentiel d'identifier les secteurs dans lesquels les femmes font déjà preuve de dynamisme, d'innovation et de réussite. Au Liban, par exemple, nous avons lancé l'Arab Edutainment Hub après avoir constaté que l'éducation et le divertissement étaient deux domaines où les femmes étaient particulièrement présentes et performantes. Cette initiative

novatrice combine apprentissage et expérience immersive, offrant aux femmes arabes une plateforme complète pour se former, réseauter et accéder à des fonctions de direction.

Le Hub intègre également des services liés au bien-être, à la beauté, à l'hospitalité et à l'art de vivre, créant ainsi un écosystème complet qui soutient les femmes tant sur le plan personnel que professionnel. Conférences, formations et expériences sur mesure font partie intégrante de ce modèle, fournissant aux femmes bien plus que du savoir : un environnement porteur où elles peuvent s'épanouir.

Les femmes apportent constamment des idées créatives et des solutions concrètes. Toute initiative visant leur autonomisation doit être fondée sur une analyse rigoureuse, répondre aux besoins réels du marché et se concentrer sur des secteurs porteurs. En ciblant les domaines à forte demande et en y investissant intelligemment, les femmes peuvent jouer un rôle déterminant dans le développement économique, la création d'emplois et la croissance à long terme.

5- Quelle est votre vision d'un avenir financier équitable entre les sexes pour la région méditerranéenne ? Quels sont les changements les plus urgents à opérer ?

Un avenir financier équitable entre les sexes en Méditerranée commence par l'égalité d'accès des femmes aux ressources financières, aux postes de décision, ainsi qu'aux outils numériques. Les priorités les plus urgentes sont la réduction du fossé de financement pour les entreprises dirigées par des femmes, l'application stricte de l'égalité salariale, et la mise en place de politiques favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Il est également essentiel de remettre en question les normes culturelles qui freinent la participation économique des femmes. Le véritable progrès repose sur une transformation systémique portée par une volonté collective.

6- Quel message souhaitez-vous adresser aux 160 femmes entrepreneures ayant candidaté à l'initiative InspireHer,



en particulier aux 36 remarquables participantes libanaises ?

Avant tout, je tiens à adresser mes vœux les plus sincères à toutes les participantes. Quelle que soit l'issue de ce concours, je vous invite à continuer d'avancer avec détermination. Même si vous n'en êtes qu'aux premiers stades de votre réussite, rappelez-vous que la persévérance et la patience sont les clés de toute réussite durable. Rien de solide ne se construit du jour au lendemain. Le succès fulgurant est souvent aussi éphémère qu'il est rapide.

Si vous êtes encore au début de votre parcours, considérez cette étape comme une chance de peaufiner vos idées, d'améliorer votre produit, de renforcer votre projet. Chaque progrès, aussi modeste soit-il, vous rapproche de vos objectifs et vous permet d'apprendre, de grandir, et de vous perfectionner.

J'ai une confiance absolue dans la femme libanaise. Elle est intelligente, résiliente, créative et tournée vers l'avenir. Ses compétences sont reconnues non seulement dans le monde arabe, mais aussi de plus en plus en Europe et à l'international. Elle est — et restera — une figure influente et inspirante.

Alors gardez confiance. Restez animées par cette énergie positive. Et sachez que notre association est à vos côtés — pas seulement pendant ce concours, mais bien au-delà. Nous sommes là pour vous accompagner à chaque étape de votre parcours entrepreneurial.



مصرف التنمية الدولي
International Development Bank

مصرف التنمية الدولي

خطوة مستقبلية نحو التكنولوجيا المالية

نهدف إلى تسهيل التعامل المصرفي وجعله بمتناول جميع العراقيين في داخل العراق وخارجه، فضلاً عن تعزيز الاقتصاد الوطني.

حالياً، تتوفر فروع المصرف في جميع المحافظات الرئيسية في العراق، ومن ضمنها إقليم كردستان وذلك عبر افتتاح فروع جديدة سنوياً مع إضافة عدد من أجهزة الصراف الآلي ونقاط بيع مباشر تنتشر في كافة المحافظات العراقية، إضافة إلى مكاتب تمثيل خارجية في كل من لبنان والإمارات العربية المتحدة.

هدفنا الأساسي هو أن نصبح المصرف الأكثر ابتكاراً وتقدماً على الصعيد التكنولوجي في العراق وذلك من خلال توفير أحدث تقنيات المعاملات والخدمات المصرفية الإلكترونية لربائنا.

تأسس مصرف التنمية الدولي عام 2011 برأسمال قدره (100,000,000,000) دينار عراقي وسرعان ما أصبح واحداً من المصارف الرائدة على المستويين المحلي والإقليمي، حيث يوفر خدمات مصرفية متقدمة لكافة زبائنه في قطاعي الأفراد والشركات.

قيمنا الأساسية هي النزاهة والمصداقية وسلامة العمليات ورضا الزبائن

كان لمصرف التنمية الدولي مساهمة فاعلة وإيجابية في مبادرة تمويل المشاريع الصغيرة والمتوسطة التي حددها البنك المركزي العراقي وذلك عبر تمويل مشاريع تجاوز مبلغها (10,000,000,000) دينار عراقي بما يعادل (8,000,000) دولار و بمختلف المحافظات العراقية خلال السنوات القليلة الماضية.

■ حصل مصرف التنمية الدولي بين عامي (2016 - 2018) على ترخيص إصدار البطاقات المصرفية الإلكترونية (ماستر كارد - فيزا) وإدارتها من قبل شركتي الدفع العالمية "ماستر" و"فيزا" ليصبح بذلك أول مصرف عراقي مخول لإصدار جميع أنواع البطاقات المصرفية الإلكترونية ابتداءً بالبطاقات الائتمانية وانتهاءً ببطاقات الدفع المسبق

■ حصل مصرف التنمية الدولي على جائزة المصرف الأسرع نمواً وتطوراً في العراق في عام 2020 في مجال تمويل الشركات مقدمة من المؤسسة المالية العالمية (International Finance Awards) التي أقيمت في دبي مطلع العام (2020).

■ منحت كابيتال انتيليجنس للتصنيفات الائتمانية العالمية (Capital Intelligence) مصرف التنمية الدولي تقييم عالمي بدرجة (BB-) الخاص بالقوة والملاءة المالية (CFS) ودرجة (B-) عن التقييم الائتماني المجمع (BSR) أسوة بالمصارف العربية والإقليمية في عام 2020

■ فتح فرع بنك الاعمال في دبي بدولة الامارات العربية المتحدة ليكون نقطة الانطلاق الواعدة بتعزيز العلاقات التجارية والمصرفية بين البلدين وباقي دول الخليج

■ اختيار رئيس مجلس الإدارة المهندس (زياد خلف عبد) ممثلاً للقطاع المصرفي العراقي في عضوية مجلس إدارة إتحاد المصارف العربية لولاية ثانية تمتد لثلاث سنوات بالإضافة لانضمامه إلى عضوية الاتحاد الدولي للمصرفيين العرب، وذلك خلال أعمال المؤتمر العربي لعام 2022 والذي تم عقده في القاهرة.

Les nouvelles politiques liées aux cryptomonnaies menacent la souveraineté de l'Union européenne et des pays arabes



Dr. Wissam Fattouh

Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes

À l'heure où les cryptomonnaies redéfinissent les équilibres financiers mondiaux, il devient impératif pour nos régions de repenser leurs stratégies monétaires et réglementaires. L'hégémonie croissante des stablecoins adossés au dollar et les politiques favorables de certains acteurs internationaux posent de nouveaux défis.

Cet article, rédigé par Dr. Wissam Fattouh, analyse ces dynamiques et propose des recommandations concrètes pour préserver la souveraineté monétaire du monde arabe face à un paysage numérique en pleine mutation.

Il ne fait aucun doute que les politiques du président américain Donald Trump en matière de cryptomonnaies — et plus particulièrement celles concernant les stablecoins adossés au dollar américain — pourraient compromettre la souveraineté monétaire de l'Union européenne. Ces monnaies numériques, libellées en dollars, risquent de fragiliser la prédominance de l'euro et

de menacer la stabilité financière de la zone euro. En réponse à ces défis, la Banque centrale européenne intensifie ses efforts pour développer l'euro numérique (Digital Euro), dans le but de protéger l'indépendance monétaire de l'Europe en offrant une alternative sécurisée, soutenue par la banque centrale, aux solutions de paiement numériques locales et étrangères.

L'euro numérique devrait également contribuer à renforcer l'inclusion financière et à réduire les coûts de transaction à travers l'ensemble de la zone euro.

L'administration du président américain a adopté plusieurs politiques relatives aux cryptomonnaies. Le président Trump a signé un décret exécutif visant à créer une réserve de bitcoins afin de consolider la position des États-Unis en tant que puissance de premier plan dans le domaine des actifs numériques. En complément de cette réserve, un stock d'autres cryptomonnaies a été constitué, tandis que le lancement d'une monnaie numérique de banque centrale américaine (CBDC) a été formellement interdit.

Parallèlement, les autorités américaines ont procédé à des nominations de haut niveau pour renforcer le rôle des actifs numériques dans la relance de l'économie nationale. Certaines réglementations restrictives ont également été abrogées afin de favoriser l'investissement dans les cryptomonnaies.

L'ensemble de ces mesures vise à asseoir la suprématie des États-Unis dans l'univers des monnaies numériques à l'échelle mondiale.

L'Union européenne met en œuvre le règlement sur les marchés des crypto-actifs (MiCA – Markets in Crypto-Assets), qui établit un cadre réglementaire unifié pour toutes les activités liées aux cryptomonnaies au sein de ses États membres. Ce texte pionnier impose des règles strictes en matière de transparence et d'information : les émetteurs de crypto-actifs sont tenus de fournir des données détaillées afin d'offrir une meilleure visibilité aux investisseurs.

Les plateformes d'échange doivent obtenir une licence d'exploitation et se conformer à des normes opérationnelles rigoureuses. Quant aux émetteurs de stablecoins, ils sont dans l'obligation de constituer des réserves suffisantes et de publier des rapports clairs et réguliers.

Le règlement MiCA prévoit également des mécanismes solides de protection des consommateurs, ainsi que des mesures renforcées

de lutte contre le blanchiment d'argent, la connaissance du client (KYC) et la manipulation de marché.

À travers ces dispositions, l'Union européenne ambitionne de bâtir un écosystème des crypto-actifs à la fois sécurisé, transparent et propice à l'innovation.

La position résolument favorable de l'administration du président américain à l'égard des cryptomonnaies — avec une nette préférence pour les stablecoins adossés au dollar — entraîne des répercussions géopolitiques significatives sur le marché mondial des actifs numériques.

Le gouverneur de la Banque de France a tiré la sonnette d'alarme, avertissant que le soutien affirmé de Donald Trump aux cryptomonnaies pourrait non seulement fragiliser la stabilité financière internationale, mais aussi provoquer une crise économique mondiale. Une telle orientation, selon lui, risque d'alimenter davantage les tensions géopolitiques et économiques entourant l'adoption des monnaies numériques à l'échelle planétaire.

Face aux défis posés par les politiques de Donald Trump en matière de cryptomonnaies — notamment son soutien affirmé aux stablecoins adossés au dollar — la Banque centrale européenne accélère le développement de l'euro numérique. L'objectif : offrir une alternative sûre, adossée à une institution publique, aux monnaies numériques privées et étrangères.

Dans le même esprit, l'Union européenne renforce l'application du règlement MiCA (Markets in Crypto-Assets) afin de garantir la transparence, la protection des consommateurs et l'intégrité du marché des crypto-actifs.

De son côté, le Mécanisme européen de stabilité (MES) s'efforce de préserver la souveraineté monétaire de l'Union et de réduire la dépendance aux stablecoins libellés en dollars.

Ces mesures illustrent la volonté ferme de l'Union européenne de préserver sa stabilité économique et financière face à la transformation rapide du paysage mondial des actifs numériques.

La Banque centrale européenne enregistre des avancées significatives dans le cadre de son projet d'euro numérique, conçu pour renforcer la souveraineté monétaire de l'Union et réduire sa dépendance vis-à-vis des systèmes de paiement étrangers.

Actuellement en phase préparatoire, la BCE finalise les textes législatifs encadrant l'euro numérique, sélectionne les fournisseurs d'infrastructures techniques et mène des tests de faisabilité à grande échelle. Cette étape stratégique devrait s'achever d'ici octobre 2025.

Dans le même élan, la Commission européenne a proposé un projet de loi visant à conférer à l'euro numérique le statut de monnaie légale, condition essentielle à sa diffusion à grande échelle au sein de la zone euro.

La politique de Donald Trump en matière de cryptomonnaies a également des répercussions majeures sur les pays arabes, dont bon nombre demeurent étroitement liés au dollar dans leurs échanges commerciaux et transactions financières. En promouvant les stablecoins adossés au dollar, ces orientations risquent de renforcer encore davantage la domination du billet vert, au détriment des monnaies

nationales ou régionales, limitant ainsi les marges d'autonomie financière de ces pays. Dans cette optique, plusieurs États du Golfe, notamment les Émirats arabes unis, envisagent le lancement de leurs propres monnaies numériques de banque centrale (CBDC), dans le but de préserver leur souveraineté monétaire et de s'adapter à l'évolution rapide des marchés mondiaux. Une démarche qui illustre l'influence croissante des actifs numériques sur les architectures financières à l'échelle internationale.

Les politiques de Donald Trump en matière de cryptomonnaies engendrent des retombées à l'échelle mondiale, bien au-delà du cadre européen. En favorisant les stablecoins adossés au dollar, elles renforcent l'hégémonie de la monnaie américaine sur la scène financière internationale, tout en accentuant l'instabilité et la volatilité des marchés des actifs numériques. En réaction, la Chine accélère le développement de sa propre monnaie numérique de banque centrale, dans une tentative stratégique de contrebalancer l'influence grandissante des stablecoins soutenus par les États-Unis.

Dans ce contexte mouvant, l'Union des Banques Arabes appelle les pays arabes à adopter une vision





proactive en élaborant des stratégies nationales et régionales pour faire face aux défis posés par les nouvelles politiques et réglementations encadrant les cryptomonnaies. À ce titre, l'Union propose les recommandations suivantes :

Recommandation 1 – Renforcer la coopération régionale :

Les pays arabes sont appelés à harmoniser leurs politiques en matière de cryptomonnaies afin d'établir un cadre réglementaire unifié, contribuant à renforcer la stabilité financière dans la région.

Recommandation 2 – Développer les monnaies numériques de banques centrales (CBDC) :

Il est essentiel que les États arabes accélèrent leurs efforts pour concevoir et émettre leurs propres monnaies numériques souveraines, dans le but de préserver leur indépendance monétaire et de réduire leur dépendance vis-à-vis des monnaies numériques étrangères.

Recommandation 3 – Moderniser les cadres législatifs :

Les pays arabes doivent adapter et moderniser

leurs législations afin d'attirer les investissements dans les actifs numériques et de diversifier leurs économies, en s'éloignant progressivement d'une dépendance excessive aux ressources pétrolières.

Recommandation 4 – Trouver un équilibre entre risques et opportunités :

Il est crucial d'établir un équilibre entre la gestion des risques liés à la sécurité financière et le respect des principes de la finance islamique, afin d'assurer une adoption responsable des cryptomonnaies.

Recommandation 5 – Renforcer la coopération avec l'Union européenne :

Face à l'évolution rapide du paysage mondial des actifs numériques, un partenariat stratégique entre l'Union européenne et les pays arabes est nécessaire. Celui-ci devrait viser à :

- élaborer une législation complémentaire sur les cryptomonnaies et les marchés financiers,
- instaurer des mesures strictes pour encadrer les stablecoins étrangers et protéger la souveraineté monétaire,
- promouvoir un cadre réglementaire commun favorisant la stabilité financière,
- co-développer les monnaies numériques de banques centrales (CBDC) comme alternative crédible aux devises stables adossées au dollar,
- sensibiliser les citoyens et les entreprises aux avantages, aux risques et aux conséquences potentielles de la domination des cryptomonnaies sur les monnaies nationales.

En conclusion, ces recommandations visent à préserver la souveraineté monétaire du monde arabe et de l'Union européenne. Elles traduisent un juste équilibre entre prudence réglementaire et ouverture à l'innovation, dans un effort commun d'adaptation face à la transformation accélérée du paysage mondial des actifs numériques.

L'ONUDI ITPO Bahreïn au Cœur de l'Autonomisation des Femmes et des Jeunes en Méditerranée



Alors que la région euro-méditerranéenne fait face aux défis du changement climatique et de la transformation économique, l'autonomisation des femmes et des jeunes apparaît comme une priorité stratégique. Des initiatives telles que le programme EDIP de l'ONUDI ITPO Bahreïn et le Global Call 2025 montrent la voie vers une croissance plus inclusive. En combinant innovation, créativité et durabilité, ces outils ouvrent la voie à un avenir plus équitable et prospère pour toute la région.

Autonomiser les Femmes et les Jeunes pour un Avenir Euro-Méditerranéen Durable

La région euro-méditerranéenne constitue un creuset de richesse culturelle et de diversité, façonné par des siècles d'échanges et d'interactions entre civilisations. Cet héritage commun nourrit un profond sentiment d'identité et d'appartenance,

servant de socle à la compréhension mutuelle et à la coopération. Aujourd'hui encore, cet héritage continue d'inspirer des valeurs et des aspirations partagées, mettant en lumière l'importance de bâtir des ponts entre les cultures et les générations. Alors que la région est confrontée aux impératifs conjoints du changement climatique et de

la transformation économique, une nouvelle dynamique d'opportunités émerge — une dynamique qui place les femmes et les jeunes au cœur d'un avenir industriel plus vert, plus créatif et plus résilient. Leur autonomisation ne relève pas seulement de l'équité ; elle constitue une nécessité stratégique pour le développement durable.

Le Secteur Vert: Libérer un Potentiel Inclusif

L'économie verte — qui englobe les énergies renouvelables, l'agriculture durable et les pratiques de l'économie circulaire — connaît une croissance rapide à travers l'espace euro-méditerranéen. Toutefois, les femmes y demeurent largement sous-représentées. Selon le Rapport mondial sur l'écart entre les sexes 2024, l'écart en matière de participation économique et d'opportunités demeure l'un des plus persistants à l'échelle mondiale, n'étant comblé qu'à 60,5 %. D'après l'ONUDI, dans de nombreux pays, la participation des femmes à l'industrie verte reste limitée en raison d'obstacles systémiques tels que le manque d'accès au financement, aux technologies, au renforcement des capacités et à l'accompagnement entrepreneurial.

Malgré ces défis, les femmes assument de plus en plus des rôles de leadership dans l'innovation environnementale, allant des start-ups solaires en Tunisie aux initiatives de mode durable en Italie. De même, les jeunes à travers la région lancent des projets éco-technologiques et militent pour la justice climatique. Pourtant, le chômage des jeunes reste alarmant — dépassant les 30 % dans certains pays du sud de la Méditerranée — avec une incidence particulièrement forte chez les jeunes femmes.

Comblar ces écarts nécessite des investissements ciblés dans l'éducation, la formation professionnelle et des politiques vertes inclusives. Il est essentiel de renforcer les écosystèmes favorables qui offrent un accès au financement, à la technologie et au mentorat, afin de garantir

que les femmes et les jeunes puissent participer pleinement à la transition verte et en devenir des acteurs de premier plan.

L'Économie Orange: La Créativité comme Catalyseur

Les industries créatives et culturelles, communément appelées économie orange, comptent parmi les secteurs les plus dynamiques de la région euro-méditerranéenne. Regroupant les médias numériques, le design, la musique et la préservation du patrimoine, ce secteur en pleine expansion contribue jusqu'à 4,2 % du PIB dans certains pays et joue un rôle clé dans la création d'emplois — en particulier pour les jeunes.

Au cœur de cette croissance se trouvent les entrepreneurs, véritables moteurs de l'innovation, de la création d'emplois et de la transformation des actifs culturels en projets économiques durables. Les femmes et les jeunes y occupent une place de plus en plus visible, non seulement en tant que créateurs, mais aussi en tant que dirigeants d'entreprises dynamiques. Toutefois, ils continuent de faire face à des obstacles structurels, tels que les inégalités salariales, l'accès restreint aux postes de direction et les biais de genre persistants.

La révolution numérique a ouvert de nouvelles voies d'expression créative et d'entrepreneuriat, permettant une participation élargie à l'économie orange. Toutefois, pour libérer pleinement ce potentiel, il est indispensable de mettre en place des écosystèmes plus inclusifs et mieux structurés — garantissant un accès équitable au financement, au mentorat, à la formation et aux marchés pour tous les entrepreneurs en devenir.

Des deux côtés de la Méditerranée, des marges de progrès subsistent. Au Sud, les priorités incluent le renforcement du soutien institutionnel, l'amélioration de l'accès au financement et le développement de programmes éducatifs adaptés aux compétences créatives et à l'entrepreneuriat. En outre, l'application des droits de propriété intellectuelle et l'amélioration des infrastructures

numériques nécessitent une attention accrue afin de stimuler l'innovation et protéger les créateurs. Au Nord, où les industries créatives sont plus matures, les efforts doivent porter sur le renforcement de l'inclusivité et la valorisation de la diversité des expressions culturelles. Les pays du Nord peuvent également tirer parti

de la richesse culturelle et de l'énergie de la jeunesse du Sud, notamment dans des domaines tels que l'artisanat, la narration et les contenus numériques inspirés du patrimoine.

La collaboration entre les deux rives de la Méditerranée offre des avantages mutuels. Le Nord peut apporter son expertise technique, du



The poster features a central image of a globe with musical notes floating around it. At the top left is the UNIDO logo and text: "UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION". At the top right is the ITPO logo and text: "INTEGRATED TRADE POLICY PROMOTION OFFICE SHANGHAI, CHINA" and "SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS". The main title "UNIDO GLOBALCALL 2025" is prominently displayed in the center. Below it, the tagline "Creative Orange Economy : Innovating the Future" is written. A large, bold text block reads: "Don't miss the chance to be part of UNIDO's Global Call 2025!". Below this is a button that says "REGISTER NOW !". At the bottom, a dashed orange box contains the "When?" section with a calendar icon and "1st september 2025", and the "Where?" section with a location pin icon and "Bahrain/Saudia Arabia". To the right of this box is a QR code and a stylized orange arrow pointing towards it.

UNIDO
GLOBALCALL 2025

Creative Orange Economy : Innovating the Future

**Don't miss the chance to
be part of UNIDO's
Global Call 2025!**

REGISTER NOW !

When?
1st september 2025

Where?
Bahrain/Saudia Arabia

QR code and stylized orange arrow

mentorat et des investissements, tandis que le Sud offre des marchés émergents et une richesse culturelle profonde. Des initiatives conjointes — telles que des coproductions dans le cinéma et les médias, des pôles créatifs transfrontaliers ou encore des plateformes numériques partagées — peuvent contribuer à combler les écarts et à favoriser l'intégration.

Les programmes soutenant la mobilité, les échanges de savoir-faire et les partenariats conjoints seront essentiels pour bâtir une économie créative méditerranéenne plus résiliente et interconnectée.

Le Secteur Industriel Résilient: Construire l'Avenir

Le secteur industriel résilient — axé sur la création d'économies adaptatives et résistantes aux chocs — peut lui aussi tirer un grand bénéfice d'une inclusion accrue. Les femmes et les jeunes apportent des perspectives nouvelles, une aisance numérique, ainsi qu'une volonté de remettre en question les modèles dépassés. Leurs contributions sont cruciales dans des domaines tels que la fabrication intelligente, la logistique durable et la réponse aux crises.

Pourtant, leurs voix sont trop souvent absentes des processus décisionnels stratégiques. Intégrer les femmes et les jeunes dans l'élaboration des politiques et la planification industrielle est indispensable pour construire des systèmes capables de résister aux perturbations futures et de favoriser une résilience à long terme.

Un Symbole d'une Vision Inclusive

Un emblème fort de cette vision inclusive réside dans la désignation de Matera (Italie) et Tétouan (Maroc) comme Capitales Méditerranéennes de la Culture et du Dialogue 2026 par l'Union pour la Méditerranée (UpM). Cette initiative célèbre la diversité culturelle de la région et encourage le dialogue transfrontalier, tout en mettant en lumière le rôle des femmes et des jeunes en tant qu'ambassadeurs culturels et innovateurs.

Appel à l'Action

Autonomiser les femmes et les jeunes dans la région euro-méditerranéenne n'est pas seulement une question de justice — c'est un impératif stratégique pour libérer pleinement le potentiel de la région en matière de talents, de culture et d'innovation. En investissant résolument dans l'éducation, des cadres politiques inclusifs et un accès équitable aux ressources, la région peut transformer ses secteurs vert, orange et industriel résilient en moteurs de croissance inclusive et durable.

L'entrepreneuriat et le développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) suivent une trajectoire commune à travers les différents secteurs, guidée par des besoins universels : accès au financement, renforcement des capacités, innovation, accès aux marchés et soutien réglementaire. Ces éléments fondamentaux sont essentiels, quel que soit le secteur — qu'il s'agisse des industries créatives, de l'économie verte, de l'agriculture, de la fabrication ou de la pêche.

Pour maximiser l'impact et assurer la cohérence avec les initiatives déjà existantes dans la région, il est crucial de développer des programmes spécifiques à chaque secteur, en s'appuyant sur les avantages comparatifs et compétitifs de chaque pays, avec une attention particulière portée à l'économie orange créative ainsi qu'aux autres secteurs clés. En encourageant la diversité, la créativité et la résilience grâce à la participation active de l'ensemble de ses populations, la Méditerranée peut bâtir un avenir plus inclusif et prospère.

Le Rôle du Programme EDIP et de l'Initiative Global Call de l'ONUDI ITPO Bahreïn dans l'Autonomisation des Femmes et des Jeunes

Le programme Enterprise Development and Investment Promotion (EDIP) de l'ONUDI ITPO Bahreïn constitue un modèle transformateur, parfaitement aligné sur les aspirations de la région euro-méditerranéenne en matière de renouveau économique vert, créatif et résilient. En tant que plateforme complète de développement de l'entrepreneuriat, le programme EDIP s'attaque aux barrières systémiques rencontrées par les



UNITED NATIONS
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION
Progress by innovation



femmes et les jeunes — telles que l'accès limité au financement, à la technologie, au mentorat et aux opportunités de marché — en leur offrant un parcours structuré, de l'idéation à la croissance de leur entreprise.

Dans l'économie verte, EDIP soutient les startups dirigées par des femmes dans les domaines des énergies renouvelables, de l'agriculture durable et des pratiques de l'économie circulaire, en fournissant des formations ciblées, un accès aux technologies vertes et des financements durables. Cet appui s'avère particulièrement pertinent dans une région où des solutions inclusives aux défis climatiques sont devenues une urgence.

Dans les industries créatives et culturelles, EDIP renforce les capacités des jeunes et des femmes en leur proposant des formations en planification d'entreprise, marketing digital et droits de propriété intellectuelle. Ces services permettent de transformer les ressources culturelles en projets économiques viables, contribuant ainsi à la diversification économique et à la préservation du patrimoine culturel.

Le programme joue également un rôle essentiel dans l'autonomisation des jeunes, en révélant leur potentiel et en les connectant à des mentors expérimentés, à des investisseurs et aux marchés internationaux. Cet écosystème inclusif favorise l'innovation et insuffle une maîtrise du numérique aux secteurs traditionnels, renforçant ainsi le tissu industriel dans son ensemble.

La capacité du programme EDIP à s'adapter aux différents contextes nationaux garantit sa reproductibilité à grande échelle et son alignement avec les stratégies de développement régionales. Il vient compléter des initiatives telles que les Capitales Méditerranéennes de la

Culture et du Dialogue, en dotant la nouvelle génération de leaders des outils entrepreneuriaux nécessaires pour transformer le dialogue culturel en opportunité économique.

UNIDO Global Call 2025: Économie Orange Créative – Innover pour l'Avenir

En parallèle, l'ONUDI ITPO Bahreïn organise également l'édition 2025 de son initiative phare, le Global Call, placée sous le thème : « Économie Orange Créative : Innover pour l'Avenir ». Cette initiative vise à célébrer et promouvoir l'innovation, la créativité et la durabilité au sein des industries créatives. Ouvert à des participants du monde entier, le Global Call encourage une participation inclusive à travers quatre grandes catégories : production éco-responsable, innovation numérique, patrimoine culturel et commerce, ainsi qu'une catégorie spéciale dédiée aux élèves et étudiants pour stimuler les jeunes talents.

En mettant en lumière des solutions novatrices dans le domaine de l'économie orange, le Global Call complète la mission du programme EDIP en offrant une plateforme mondiale aux entrepreneurs créatifs pour valoriser leurs projets, bénéficier d'une reconnaissance internationale et accéder à des réseaux globaux. Il renforce également l'importance des pratiques durables dans la production créative et souligne le rôle central des jeunes et des femmes comme moteurs de la transformation culturelle et économique.

Ensemble, EDIP et le Global Call constituent un écosystème puissant qui stimule l'entrepreneuriat, valorise l'innovation et fait progresser le développement inclusif à travers la région euro-méditerranéenne et au-delà.

Afrique, Europe et Méditerranée: construire un corridor financier pour le climat



M. Saïd Ibrahimi
CEO de Casablanca Finance City

À l'heure où la lutte contre le changement climatique s'impose comme une priorité mondiale, Casablanca Finance City (CFC) se positionne en catalyseur de la transition verte en Afrique. Située à la croisée des grands pôles économiques – Europe, Méditerranée, et Afrique – CFC incarne un corridor stratégique pour canaliser les flux financiers vers des solutions durables. Ce hub financier ambitionne de faire de la finance un levier d'impact concret, au service d'un développement juste, inclusif et résilient.

L'Afrique n'émet que 3 % des gaz à effet de serre. Elle en subit pourtant plus de 80 % des impacts humains et économiques. Sécheresses, inondations, insécurité alimentaire, stress hydrique : les conséquences du dérèglement climatique y déstabilisent des millions de vies chaque année. À cette injustice climatique s'ajoute une injustice financière criante. Alors que les besoins pour une transition juste sont bien identifiés, les financements effectifs demeurent

largement insuffisants : seulement 52 milliards de dollars ont été mobilisés en 2022, loin des 190 milliards nécessaires et moins de 3 % des flux mondiaux de finance climat.

Mais l'Afrique ne se résume pas à sa vulnérabilité. Elle est aussi une terre de solutions.

Elle dispose de 60 % des terres arables non cultivées de la planète, de l'un des meilleurs

potentiels solaires mondiaux, d'une jeunesse tournée vers l'innovation, et des ressources critiques indispensables à la transition écologique globale. L'enjeu n'est donc pas de sauver l'Afrique, mais de lui donner les moyens de contribuer pleinement à la construction d'un avenir bas-carbone – pour elle-même, mais aussi pour le reste du monde.

À Casablanca Finance City, nous croyons que la finance doit être un levier de transformation. En tant que hub régional, reconnu comme première place financière du continent et premier centre financier vert d'Afrique selon le Global Green Finance Index, nous agissons pour faciliter la convergence entre l'expertise africaine, les investissements internationaux et les ambitions climatiques. L'Afrique n'est pas un marché périphérique. C'est un centre de gravité stratégique pour toute transition qui se veut crédible, inclusive et durable.

Le Maroc, et plus particulièrement Casablanca, bénéficie d'une configuration géographique exceptionnelle : à seulement quelques kilomètres du continent européen, tourné à la fois vers

l'Atlantique et la Méditerranée, ancré dans le monde arabe, et profondément intégré dans les dynamiques africaines. Cette proximité immédiate avec trois zones économiques majeures – l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique – confère à Casablanca un avantage structurel décisif pour incarner le carrefour des flux financiers et commerciaux.

Cette géographie n'est pas une simple commodité logistique. Elle permet à Casablanca Finance City de capter des capitaux des pays du Nord en quête d'impact, d'accueillir les stratégies de diversification d'acteurs du Golfe, et d'ancrer des projets africains dans un écosystème stable, sécurisé et interconnecté. Là où d'autres hubs fonctionnent en silo, CFC est intrinsèquement polycentrique : notre place parle plusieurs langues, comprend plusieurs marchés, et répond à plusieurs attentes. Ce positionnement, unique sur le continent, en fait une plateforme naturelle pour construire des ponts – économiques, réglementaires, humains – entre des régions qui ont tout à gagner à travailler ensemble pour une transition juste et coordonnée.



Construire une architecture financière au service du climat

À Casablanca Finance City (CFC), nous avons fait le choix de ne pas attendre. Depuis 2010, nous avons structuré une place financière qui combine attractivité réglementaire, sécurité juridique et vision continentale. En quinze ans, notre communauté s'est élargie à près de 250 entreprises, opérant dans 50 pays africains et près d'une centaine dans le monde. Mais au-delà des chiffres, c'est une conviction qui nous anime: nous voulons faire de la finance un levier de transformation, pas une fin en soi.

Et nous savons que si la volonté politique est indispensable, elle ne suffit pas. Le financement de la transition passe aussi – et de plus en plus – par le secteur privé. Or, aujourd'hui, moins de 20 % des flux climat à destination de l'Afrique proviennent d'acteurs privés. Ce déséquilibre est aussi une opportunité manquée. En favorisant les mécanismes de blended finance, les obligations vertes ou les fonds d'impact, nous pouvons structurer des projets rentables, viables et



attractifs pour les investisseurs. La transition climatique en Afrique ne pourra réussir qu'avec l'appui massif d'un secteur privé engagé, bien outillé et encouragé à investir sur le long terme.

Il est impératif de structurer des cadres d'investissement qui réduisent le risque perçu par les investisseurs tout en augmentant l'impact réel sur le terrain. Cela suppose une montée en compétence locale sur la préparation de projets, une meilleure coordination entre bailleurs et acteurs privés, mais aussi un effort soutenu pour normaliser les instruments financiers durables et aligner les standards avec ceux des marchés internationaux. La transition ne se décrète pas: elle se prépare, elle se finance, elle se mesure.

Faire émerger un marché carbone africain solide et crédible

C'est dans cette logique que s'inscrit le développement d'un marché africain du carbone. Car structurer une architecture financière au service du climat, c'est aussi faire émerger des instruments innovants capables de valoriser les efforts de réduction des émissions. Face à l'urgence climatique, le développement d'un marché du carbone africain ne relève pas d'un luxe technique : c'est un levier vital.

La mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris – qui autorise les échanges de crédits carbone entre États – pourrait, selon l'International Emissions Trading Association, réduire de 250 milliards de dollars par an le coût global de mise en œuvre des contributions climatiques nationales (NDCs) d'ici 2030. Ce mécanisme ouvre la voie à une nouvelle architecture de la coopération climatique, où des pays et régions à fortes émissions financent des projets de réduction dans des régions à haut potentiel de séquestration comme l'Afrique.

Mais pour que l'Afrique capte une part significative de ce marché, encore faut-il qu'elle

se dote de plateformes crédibles, de standards de certification et de vérification rigoureux, d'expertises locales, et de cadres fiscaux et réglementaires cohérents. Casablanca Finance City s'inscrit précisément dans cette ambition. En septembre 2024, nous avons lancé, avec la Caisse de Dépôt et de Gestion, les fondations d'un marché volontaire du carbone, aligné avec la Stratégie Bas Carbone du Maroc et les standards internationaux. L'objectif est double: canaliser les flux vers des projets durables, et créer de la valeur économique et sociale sur le continent.

Le potentiel est considérable. D'ici 2030, les marchés carbone volontaires pourraient atteindre jusqu'à 35 milliards de dollars à l'échelle mondiale. L'Afrique, si elle structure son offre et harmonise ses normes, pourrait en capter 25 % – un flux non négligeable pour des États dont les marges budgétaires sont limitées et les besoins immenses. Au-delà des montants, ce marché peut générer des emplois, renforcer les filières de reforestation, d'agriculture régénérative ou d'énergies renouvelables, et professionnaliser des fonctions critiques comme le monitoring ou la certification.

Les centres financiers internationaux comme catalyseurs de transition

Encore faut-il que ces dynamiques trouvent des écosystèmes capables de les structurer, de les financer et de les porter à l'échelle. C'est ici qu'un centre comme Casablanca Finance City révèle toute sa pertinence. Nous regroupons sur un même territoire les fonctions juridiques, fiscales, réglementaires, financières et techniques nécessaires à l'investissement à impact. Nous facilitons les synergies entre institutions, fonds, banques, experts, entreprises et pouvoirs publics.

C'est dans cette optique que nous avons publié, en mai dernier, un rapport réalisé avec Oxford Economics Africa: «Catalyzing Africa's sustainable

transition: insights to impact a climate-resilient future». Ce rapport propose une feuille de route concrète pour faire émerger une finance durable au service de la résilience du continent. Parmi ses recommandations phares: renforcer les capacités de préparation de projets, structurer des marchés carbone crédibles, mobiliser davantage de capital concessionnel public et privé, promouvoir le rôle de la diaspora et des transferts de fonds pour soutenir le développement durable, encourager le renforcement des capacités, la sensibilisation et le transfert de technologies pour garantir une action climatique efficace et faire des centres financiers internationaux des catalyseurs de transition. À Casablanca Finance City, nous avons fait le choix d'agir en cohérence avec ces recommandations, et d'en faire un socle stratégique de notre engagement sur le terrain.

Dans un monde en transition, les ponts valent mieux que les murs. C'est cette conviction qui guide l'action de Casablanca Finance City: faire de notre position géographique, culturelle et économique un véritable levier d'intégration régionale et de catalyse des investissements durables. À l'intersection de l'Europe, de la Méditerranée et de l'Afrique, CFC s'affirme comme un hub stratégique capable d'aligner ambitions climatiques et logiques d'investissement, au service d'une transition juste, crédible et coordonnée.

L'heure n'est plus aux promesses, mais aux solutions concrètes. En connectant les besoins africains en financement climatique aux flux de capitaux internationaux en quête d'impact, CFC joue un rôle d'activateur essentiel. Car investir dans l'Afrique, ce n'est pas parier sur l'avenir : c'est y prendre part. Et c'est à Casablanca, entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique, que s'écrit une partie décisive de cette trajectoire.

المصرف
الصادق

مصرف الجمهورية
JUMHOURIA BANK



خدماتنا الإلكترونية

يقدم مصرف الجمهورية
الخدمات الإلكترونية لعملائه
ويساعدهم على إجراء معاملاتهم
وإنهاء مهامهم بشكل سريع وسلس



خدمة نقاط البيع P.O.S

خدمة الصراف الآلي ATM

المركز الصوتي 1500

خدمة الرسائل 16016

نحرص في مصرف الجمهورية على مواكبة كل ما هو متطور
في عالم التكنولوجيا بهدف منح عملائنا أحدث الخدمات
إذ نكرس جهودنا للعمل بجد لجعل حياتهم أكثر مرونة وسهولة .

Le digital au service de l'artisanat marocain

Un partenariat stratégique entre le Groupe BCP Mastercard et les institutions publiques

Dans le cadre de sa stratégie de transformation digitale inclusive, le Groupe BCP renforce son engagement envers le secteur de l'artisanat. Un partenariat d'envergure vient d'être scellé à Rabat, associant acteurs locaux des secteurs publics et privés pour valoriser le savoir-faire artisanal marocain à l'ère du numérique.



Un tournant décisif pour le secteur de l'artisanat au Maroc. Le 7 mai 2025, un accord stratégique a été signé à Rabat entre le Secrétariat d'État chargé de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire, la Maison de l'Artisan, le Groupe BCP et Mastercard. Cette initiative, soutenue par le gouvernement, ambitionne de moderniser un secteur clé de l'économie marocaine, tout en favorisant son inclusion dans l'écosystème numérique.

La cérémonie de signature, qui s'est tenue au siège du Secrétariat d'État, a rassemblé des figures de premier plan : M. Lahcen ES-SAADY, Secrétaire d'État chargé de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire, Mme Naziha BELKEZIZ, Président Directeur Général du Groupe BCP, et M. Mark Elliott, Président de la division Afrique de Mastercard. Ensemble, ils ont acté une alliance au service des artisans marocains, porteurs d'un savoir-faire ancestral mais encore trop souvent en marge des circuits numériques et financiers formels.

Au cœur de ce partenariat : la création d'une marketplace dédiée à la vente des produits artisanaux marocains, aussi bien au niveau national qu'international. Un levier important, à l'heure où les exportations du secteur atteignent des sommets historiques – 1,1 milliard de dirhams en 2024, soit une hausse de 40 % par rapport à 2019.

Mais l'initiative ne s'arrête pas là. Elle prévoit également le déploiement de solutions de paiement numérique accessibles, via la filiale M2T du Groupe BCP, ainsi que le développement d'offres bancaires adaptées aux besoins spécifiques des artisans. Objectif: offrir un accompagnement global pour accélérer leur transformation digitale et renforcer leur intégration dans l'économie formelle.

Aujourd'hui, plus de 420 000 artisans sont enregistrés dans le Registre National de l'Artisanat, répartis dans 13 filières et 172 métiers. Ce partenariat vise à structurer davantage ce vivier économique et à améliorer sa compétitivité, tout en capitalisant sur son fort potentiel à l'export. Les États-Unis représentent à eux seuls 44% des exportations du secteur, devant la France (14%) et l'Espagne (6%). Côté produits, la poterie et la pierre dominant (36%), suivies par le tapis (20%).

En misant sur la technologie et l'inclusion, le Groupe BCP confirme son positionnement de banque citoyenne, mobilisée en faveur de l'économie sociale et solidaire. Quant à Mastercard, son implication illustre l'importance croissante du numérique dans les dynamiques de développement inclusif. **Une initiative pionnière qui pourrait bien devenir un modèle pour l'ensemble du monde arabe.**

Lancement officiel du partenariat tripartite autour de la promotion de TUNICASH: une solution innovante de transfert de fonds dédiée à la diaspora tunisienne



La GIZ Tunisie, la Société Tunisienne de Banque (STB) et la Tunisian Foreign Bank (TFBank) ont officiellement signé un accord de coopération pour la promotion de TUNICASH, un nouveau dispositif de transfert et d'épargne transfrontalier à destination de la diaspora tunisienne.

Cette collaboration s'inscrit dans le cadre du projet « Promotion de l'inclusion financière et socio-économique en Tunisie – IFSE-EDMEJ-GIZ », cofinancé par l'Union européenne et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), et mis en œuvre par la GIZ. L'objectif est clair : renforcer l'accès aux services financiers innovants pour les Tunisien(ne)s de retour et les communautés locales, en particulier les femmes et les jeunes.

La cérémonie de signature s'est tenue en présence de Dr. Ariane Borgstedt, Directrice régionale de la GIZ Tunisie et Libye, de M. Rachid Batita, Directeur général de la STB, et de M. Walid Wahabi, Directeur du Développement Commercial et de Communication de la TFBank. TUNICASH, fruit d'une innovation inédite

développée avec une Fintech franco-tunisienne, permet à la diaspora tunisienne en France d'envoyer des fonds de manière instantanée, sécurisée et à moindre coût vers la Tunisie. Cette solution vise à mobiliser l'épargne de la diaspora tunisienne, canaliser leurs rémittances et réduire les transferts informels tout en favorisant une meilleure inclusion financière des communautés locales en Tunisie.

« Ensemble, nous ouvrons la voie vers une Tunisie où chaque transfert de fonds devient un acte d'engagement et de développement durable. », a déclaré Dr. Ariane Borgstedt.

De son côté, M. Rachid Batita a insisté sur la contribution de cette convention dans l'inclusion financière des populations des zones défavorisées de notre pays en facilitant l'accès aux services financiers de transfert instantanées de la part de notre diaspora ce qui constitue une des orientations stratégiques de la STB entant que banque publique, citoyenne et responsable. D'autant plus la présente convention permettra à la TFB de développer son portefeuille clientèle



et démontrer une agressivité commerciale indispensable pour rentabiliser davantage cette banque de droit français mais de capital tunisien et qui demeure toujours au service de nos ressortissants en France.”

Nous souhaitons nous réunir dans d'autres occasions de collaboration où toutes les parties engagées, mettront leur expertise et leur savoir-faire pour le bien de tous ».

Enfin, M. Walid WAHABI a souligné: «l'importance de cette coopération tripartite portant sur la promotion de TUNICASH non seulement comme produit de transfert mais en poursuivant la dynamique d'incrémentation de ses fonctionnalités techniques pour qu'il devienne prochainement un véhicule d'investissement et d'inclusion socioéconomique par excellence.

La TF Bank banque référence des TRE en France est consciente des enjeux de la finance digitale ainsi que des besoins évolutifs de la diaspora c'est pourquoi elle ne cesse de se réinventer et d'innover pour mieux accompagner et satisfaire sa clientèle placée au centre de sa préoccupation en France comme en Tunisie »

Dans le cadre de ses efforts pour encourager l'utilisation de canaux formels et digitaux pour les transferts de fonds, le projet EDMEJ-GIZ lancera prochainement une Caravane de sensibilisation à la finance digitale, qui parcourra plusieurs régions est consciente des enjeux du pays. Cette initiative vise à promouvoir des services financiers innovants, accessibles et inclusifs, en mettant en lumière des solutions telles que TUNICASH,

facilitant les transferts transfrontaliers de manière rapide, sécurisée et à moindre coût. Elle s'adresse à la fois aux Tunisien(ne)s résident(e)s à l'étranger et aux familles réceptrices de fonds, afin de les sensibiliser à leur rôle dans le développement de la finance digitale et à l'adoption d'outils tels que le crowdfunding, le capital-risque ou encore le capital-investissement, portés par les FinTech tunisiennes. TUNICASH, en tant qu'acteur clé de cette dynamique, jouera un rôle actif au sein de la caravane, en favorisant l'appropriation des services financiers digitaux par les publics cibles. Cette action s'inscrit pleinement dans les efforts de renforcement de l'inclusion financière et de mobilisation des ressources de la diaspora au service du développement économique local.

Ce partenariat marque une étape essentielle vers une inclusion financière durable, en exploitant tout le potentiel des transferts de la diaspora pour soutenir l'investissement, l'épargne, et le développement économique local.

Le projet de la GIZ :

Le projet EDMEJ-GIZ qui a pour objectif de favoriser l'inclusion socio-économique et financière des Tunisiens de retour ainsi que des communautés locales. Il est cofinancé par l'Union Européenne (UE) et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), et mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, dans le cadre du programme « Promotion de l'inclusion financière et socio-économique en Tunisie (IFSE) ».

(SOURCE STB SITE OFFICIEL)

Le Caire, future ville verte: un partenariat stratégique entre l'Égypte et la BERD pour un avenir durable

Sous l'impulsion d'une coopération étroite avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Égypte lance un plan ambitieux pour transformer Le Caire en une métropole verte, moderne et résiliente. Ce projet, inscrit dans le cadre du Programme des villes vertes, marque une nouvelle étape dans la transition écologique du pays



Un programme structurant pour une capitale en transition

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), en coopération avec le gouvernement égyptien, a donné le coup d'envoi d'un vaste plan de transformation du Caire en ville verte. Ce projet stratégique vise à accompagner la transition vers une économie durable et à faible émission de carbone. Il s'inscrit dans le cadre du Programme des villes vertes, mené en partenariat avec le ministère de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale.

Selon un communiqué du ministère, ce plan découle de la relation de longue date et de confiance entre l'Égypte et la BERD — l'une des

plus importantes institutions de développement multilatéral en Europe — et s'appuie sur la stratégie conjointe élaborée pour la période 2022-2027.

Treize projets verts au service de la résilience urbaine

Le plan d'action pour la ville verte du Caire cible plusieurs secteurs prioritaires, en particulier celui des transports durables. Il prévoit l'intégration de véhicules électriques dans les transports publics, la mise en place de systèmes de mobilité écologique à l'échelle des quartiers, ainsi que des mesures pour réduire la dépendance à la voiture individuelle.

Treize projets emblématiques seront mis en œuvre, parmi lesquels :

- Le terminal de bus électriques de Badr ;
 - La réhabilitation écologique des quartiers de Helwan ;
 - Le recyclage des déchets de construction et de démolition ;
 - L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments publics ;
 - La modernisation de la gestion des déchets solides ;
 - L'optimisation des procédés industriels en faveur de la performance environnementale.
- Ensemble, ces projets ambitionnent de positionner Le Caire comme un modèle de ville verte dans la région MENA.

Une vision cohérente avec les engagements climatiques de l'Égypte

La ministre de la Planification et de la Coopération internationale, Dr Rania Al-Mashat, également gouverneure de l'Égypte auprès de la BERD, a souligné que cette initiative illustre le partenariat stratégique et durable entre les deux institutions. Elle a rappelé que ce programme s'inscrit dans la Stratégie nationale pour le changement climatique 2050 et contribue aux Contributions déterminées

au niveau national (CDN/NDCs).

Parmi les initiatives structurantes, la ministre a mis en lumière :

- L'Initiative nationale pour les projets verts intelligents, intégrée dans la stratégie de développement durable du pays ;
- Le programme « NOUFI », qui mobilise des financements innovants pour des projets à fort impact environnemental.

Objectif : 55 % de projets verts dans le budget public

L'Égypte a accompli des progrès notables dans le domaine de l'énergie grâce à la synergie entre le secteur public, le secteur privé et la coopération internationale. Ces efforts ont permis d'attirer des investissements massifs et de progresser vers des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables.

La feuille de route verte du Caire s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Elle offre une vision d'ensemble des investissements à long terme à mener, et vise une augmentation significative de la part des projets verts dans les investissements publics : 50 % dans le budget 2024/2025, avec pour objectif 55 % en 2025/2026.



QNB reçoit le prix de la

«Meilleure initiative RSE dans le secteur bancaire et financier»

En reconnaissance de ses efforts en matière de durabilité, QNB s'est vu décerner le prix de la «Meilleure initiative RSE dans le secteur bancaire et financier», lors de la cérémonie de remise des prix qui a clôturé le Sommet RSE du Qatar 2025, organisé cette année sous le thème: «La durabilité à l'ère numérique».



Cette distinction vient réaffirmer l'engagement de QNB à se conformer aux normes les plus strictes en matière de performance ESG, à travers la mise en œuvre de modèles d'affaires et opérationnels durables, ainsi que l'adoption des meilleures pratiques en accord avec sa stratégie de durabilité. Elle reflète également la réussite de la banque à aligner efficacement ses engagements en matière de responsabilité sociétale avec ses objectifs de rentabilité, tout en affirmant sa volonté de renforcer la présence de sa marque dans l'ensemble des programmes et initiatives liés à la durabilité, tant au Qatar qu'au sein de son réseau international, en faveur d'un avenir plus sain et plus prospère.

QNB figure parmi les institutions financières de référence dans la région, reconnue pour son rôle actif dans la protection de l'environnement et son soutien aux efforts mondiaux de lutte contre le

changement climatique. Elle y contribue à travers une offre de services et de produits responsables, encourageant les transactions bancaires sans papier, le recours aux prêts verts, ainsi que l'utilisation accrue de ses canaux numériques, notamment la banque en ligne et mobile.

La banque intègre également les valeurs et principes du développement durable dans l'ensemble de ses opérations quotidiennes, en adoptant des pratiques responsables et en proposant une gamme complète de produits et services contribuant à réduire l'impact environnemental négatif.

Le groupe QNB s'impose comme l'une des principales institutions financières de la région Moyen-Orient et Afrique (MEA)

et figure parmi les marques bancaires les plus valorisées du marché régional. Présent dans plus de 28 pays à travers l'Asie, l'Europe et l'Afrique, il propose des solutions financières sur mesure, portées par l'innovation et soutenues par une équipe de plus de 31 000 professionnels engagés à faire rayonner l'excellence bancaire à l'échelle mondiale.

Le groupe QNB figure parmi les institutions financières les plus influentes de la région Moyen-Orient et Afrique (MEA) et se classe parmi les marques bancaires les plus prestigieuses du marché régional. Présent dans plus de 28 pays à travers l'Asie, l'Europe et l'Afrique, il propose des solutions financières sur mesure, alliant innovation, performance et qualité de service, grâce à l'expertise de plus de 31 000 professionnels engagés à promouvoir l'excellence bancaire à l'échelle mondiale.

La Banque extérieure d'Algérie s'implante en France avec 5 nouvelles agences

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a obtenu l'autorisation officielle d'exercer en France et en Europe. Cette décision marque une étape importante dans l'internationalisation du secteur bancaire algérien. La BEA prévoit ainsi l'ouverture de cinq agences en France, destinées principalement à servir la diaspora algérienne et à faciliter les échanges financiers entre les deux rives de la Méditerranée.



La Banque Extérieure d'Algérie (BEA) a franchi une étape majeure dans son expansion internationale en obtenant l'agrément officiel pour opérer en France. Cette autorisation, délivrée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et validée par la Banque Centrale Européenne (BCE) le 16 janvier 2025, permet à la BEA d'ouvrir cinq agences sur le territoire français, marquant ainsi une première pour une banque algérienne dans l'espace européen.

Objectifs de l'implantation

L'ouverture de ces agences vise principalement à répondre aux besoins spécifiques de la diaspora algérienne en France, estimée à plusieurs millions de personnes. Les services proposés incluront l'ouverture de comptes en devises et en dinars algériens, les transferts de fonds vers l'Algérie, le versement des pensions de retraite, le paiement des cotisations à la Caisse de sécurité sociale, ainsi que l'accès à des crédits bancaires, y compris des prêts immobiliers classiques et islamiques.

Emplacement stratégique des agences

Les cinq agences seront implantées dans des villes françaises à forte concentration de ressortissants algériens, telles que Paris, Marseille et Lyon.

Cette stratégie vise à faciliter l'accès aux services bancaires pour la communauté algérienne et à renforcer les liens économiques entre la France et l'Algérie.

Perspectives d'avenir

L'implantation de la BEA en France s'inscrit dans une démarche plus large de modernisation et d'internationalisation du secteur bancaire algérien. Elle pourrait également servir de modèle pour d'autres banques maghrébines souhaitant étendre leurs services en Europe. Cette initiative est perçue comme un pas significatif vers une meilleure inclusion financière de la diaspora et un renforcement des échanges économiques entre les deux rives de la Méditerranée.

La Mauritanie confirme son projet de création d'une bourse de valeurs mobilières avec l'appui de la Bourse de Casablanca au Maroc

Un protocole d'accord visant à accompagner la création de la Bourse de Nouakchott en Mauritanie a été signé le 17 avril 2025, entre la Banque centrale de Mauritanie et la Bourse de Casablanca. Ce partenariat prévoit à la fois un appui technique à la mise en place de la future bourse et un programme de renforcement des capacités pour les institutions mauritaniennes concernées. La Bourse de Casablanca du Maroc, forte de son expérience dans la région, jouera un rôle d'appui dans les aspects techniques, institutionnels et de formation liés à ce projet.

Une initiative relancée, après la tentative de 2014

Ce projet de marché boursier n'est pas nouveau. En 2014 déjà, la Banque centrale de Mauritanie avait annoncé sa volonté de créer une bourse locale afin de capter l'épargne nationale au service du financement des entreprises.

La même année, l'Assemblée nationale a adopté une loi portant sur la création d'un marché financier, avec l'ambition d'établir quatre institutions : la Bourse de Nouakchott, une autorité de régulation, un dépositaire central et un fonds de garantie. Malgré ce cadre légal, le projet n'a pas été mis en œuvre. Le protocole signé avec la Bourse de Casablanca marque donc une tentative de relance concrète de cette initiative restée sans suite pendant plus d'une décennie.



Une plateforme financière aux multiples enjeux pour l'économie

La mise en place d'un marché boursier en Mauritanie vise plusieurs objectifs. Il s'agit d'abord de permettre aux entreprises locales, y compris les PME, d'accéder à des financements à long terme via l'émission d'actions ou d'obligations. Ensuite, la bourse pourrait servir de canal de financement pour l'Etat à travers l'émission de titres publics, réduisant ainsi la dépendance aux emprunts extérieurs.

Enfin, pour les épargnants, elle offrirait une nouvelle option d'investissement, ce qui encouragerait une meilleure mobilisation de l'épargne nationale.

A plus large échelle, la Mauritanie entend suivre l'exemple d'autres pays africains disposant déjà de marchés boursiers fonctionnels comme l'Afrique du Sud, le Maroc, le Nigeria, le Kenya ou encore les pays membres de la BRVM.



شجع المنتج
المهم

إدليه فرصة بيان



يُطبق الشروط والأحكام
رقم السجل التجاري 599 - 007 - 200



16990

www.bdc.com.eg

فرص بلا حدود

بنك القاهرة
Banque du Caire



C onférence Bancaire Arabe 2025 de l'Union des Banques Arabes au Caire

Conférence Bancaire Arabe 2025 : Un Pont Stratégique entre Secteurs Public et Privé



Sous le haut patronage du Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte, la Conférence Bancaire Arabe 2025 sous le thème: « La Partenariat Public-Privé pour Financer l'Économie » s'est tenue au Caire les 27 et 28 avril. Réunissant plus de 800 participants, l'événement a exploré le rôle stratégique des partenariats public-privé dans le financement de l'économie arabe. Au programme : mécanismes de financement innovants, finance islamique, cadre réglementaire et rôle des institutions internationales. Des distinctions majeures ont été décernées à des figures influentes du secteur. Une rencontre marquante pour l'intégration économique régionale et la transformation durable.

Le Caire a accueilli, les 27 et 28 avril 2025, la Conférence Bancaire Arabe annuelle organisée par l'Union des Banques Arabes (UBA) sous le haut patronage de Son Excellence M. Hassan Abdallah, Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte. Placée sous le thème stratégique

« Le partenariat entre les secteurs public et privé pour financer l'économie », cette édition a rassemblé plus de 800 personnalités financières, économiques et politiques, consolidant ainsi sa position comme l'un des principaux rendez-vous de la sphère bancaire arabe et internationale.



M. TAREK EL-KHOLY

VICE-GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTE

Le mot d'ouverture a été prononcé par **M. Tarek El-Kholy**, vice-gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte, représentant le Gouverneur. Il a souligné la nécessité de mécanismes de financement plus flexibles et novateurs dans le contexte géopolitique incertain que traverse la région. Il a insisté sur l'importance d'un cadre juridique robuste pour garantir la transparence, l'équité des risques et attirer davantage d'investissements dans les projets de développement à long terme.



MOHAMED EL ETREBY

PRÉSIDENT DE L'UNION DES BANQUES ARABES ET PDG DE LA BANQUE NATIONALE D'ÉGYPTE,

M. Mohamed El-Etreby, Président de l'Union des Banques Arabes et PDG de la Banque Nationale d'Égypte, a pour sa part mis en lumière le rôle stratégique des banques dans la réduction du déficit de financement à travers des solutions mixtes de financement, incluant les PME et les chaînes d'approvisionnement, tout en appelant à renforcer les partenariats avec le secteur public. Il a été reconduit à l'unanimité pour un second mandat à la tête de l'Union.



DR. MAITHA AL SHAMSI
LA MINISTRE D'ÉTAT DES ÉMIRATS
ARABES UNIS



Parmi les interventions marquantes, la Ministre d'État des Émirats Arabes Unis, **Dr. Maitha Al Shamsi**, a présenté les réalisations des Émirats en matière de durabilité, soulignant que le pays est désormais le premier émetteur arabe et le deuxième émetteur mondial de sukuk verts en 2024, représentant 47 % des sukuk environnementaux du CCG.

Au cœur du programme figuraient six sessions de haut niveau couvrant des sujets majeurs :

- **Le rôle des PPP dans la croissance économique** : expériences de l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc et des Émirats.
- **La finance islamique et le développement durable**: synergies croissantes entre banques islamiques et gouvernements.
- **Les mécanismes de financement innovants**: intégration du financement vert, des sukuk, du blended finance et du financement multilatéral.
- **Les institutions financières internationales (IFC, BERD, BAD, ESCWA)**: leur rôle clé pour réduire les risques liés aux projets PPP.
- **Le cadre réglementaire** : nécessité d'une réforme législative pour faciliter les projets à long terme.
- **Les recommandations stratégiques**: création de cellules PPP nationales, renforcement des capacités, incitations fiscales et cadre harmonisé.

Lors de la conférence

Dr. Emad Boukhamseen

PDG du groupe Boukhamseen Holding (Koweït), s'est vu décerner le prix de la Personnalité Bancaire et d'Investissement Arabe 2025. Ce prix honore une trajectoire exceptionnelle dans les domaines bancaire et entrepreneurial.



Par ailleurs

*le Gouverneur de la
Banque Centrale d'Égypte*

M. Hassan Abdallah

a été élu « Gouverneur de
l'Année 2025 » pour sa vision
réformatrice et sa capacité à
piloter la stabilité monétaire
dans un contexte régional
difficile



Un salon professionnel a accompagné les travaux, réunissant les principales banques égyptiennes, arabes et institutions financières internationales, offrant ainsi une plateforme dynamique d'échange de solutions innovantes.



LE SOMMET A FORMULÉ UNE SÉRIE DE RECOMMANDATIONS CONCRÈTES, NOTAMMENT:



- Créer une unité dédiée aux PPP dans chaque pays arabe pour accélérer les procédures contractuelles et les fermetures financières.
- Développer des structures hybrides de financement islamique adaptées aux projets à long terme.
- Lancer des fonds d'investissement régionaux pour attirer les capitaux privés dans des projets d'impact.
- Mettre en place une agence arabe de notation pour faciliter l'accès des projets PPP aux marchés de capitaux.

En réunissant gouverneurs de banques centrales, ministres, PDG de banques et représentants d'institutions multilatérales, la Conférence Bancaire Arabe 2025 s'est imposée comme un carrefour stratégique pour l'intégration économique régionale, le financement durable et l'innovation financière. Son succès témoigne du rôle croissant que peuvent jouer les banques arabes dans la transformation économique de la région à travers des partenariats public-privé solides, inclusifs et durables.

Réunion Générale du Groupe MENA FCCG sur la Lutte contre la Criminalité Financière



Réuni en mai 2025, le Groupe MENA FCCG a renforcé son rôle de plateforme régionale d'excellence en matière de conformité et de lutte contre la criminalité financière. Sous la présidence du Dr Wissam Fattouh, les discussions ont mis l'accent sur l'innovation, la coopération interrégionale et la transparence, avec des initiatives majeures annoncées pour relever les défis d'un environnement financier en mutation.

La réunion générale du Groupe de Conformité pour la Lutte contre la Criminalité Financière au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA FCCG) s'est ouverte le mercredi 14 mai 2025 par un dîner officiel de bienvenue, marqué par la remise d'une distinction à M. Adam Famularo, PDG de WorkFusion, qui a prononcé un discours d'ouverture sur l'avenir des fonctions de lutte contre la criminalité financière à l'horizon 2025. Cet événement inaugural a donné le ton à une série de sessions réunissant des décideurs politiques et des experts de la conformité de la région et au-delà.

Le jeudi 15 mai, Mme Randa Sadek, Directrice Générale de la Banque Arabe, a ouvert la réunion en saluant les efforts des membres du groupe

à l'occasion du neuvième anniversaire de sa création. Elle a souligné l'importance croissante de la coopération face aux défis que représentent les cybermenaces et l'évolution des techniques de criminalité financière. « Le dialogue et le partage des connaissances que nous aurons aujourd'hui joueront un rôle clé dans la définition de l'avenir de notre action collective », a-t-elle déclaré.

Pour sa part, Dr Wissam Fattouh, Secrétaire Général de l'Union des Banques Arabes et Président du MENA FCCG, a exprimé sa fierté des progrès réalisés depuis 2016, citant l'augmentation des actifs des banques membres de 800 milliards à 1,3 trillion de dollars. Il a mis en lumière les réalisations du groupe, telles que la publication de guides de référence, la création

d'un chapitre européen, et le lancement de certifications professionnelles en partenariat avec l'Université Américaine de Beyrouth.

Dr Fattouh a également appelé à l'élargissement de la conformité aux secteurs non financiers -immobilier, assurance, art, métaux précieux -et à un renforcement des partenariats avec les gouvernements pour bâtir un système financier plus transparent. Il a annoncé la tenue prochaine d'une conférence à Bagdad sur la lutte contre le blanchiment d'argent, en partenariat avec le gouvernement irakien et le Département du Trésor des États-Unis, ainsi qu'un projet stratégique pour réintégrer le secteur bancaire syrien dans le système financier mondial, avec le soutien des autorités européennes et françaises.

Par ailleurs, il a évoqué un sommet bancaire international à venir en France, placé sous le haut patronage du Président Emmanuel Macron, qui sera consacré à la restructuration du secteur bancaire dans les pays en crise : Syrie, Liban, Irak, Yémen et Soudan.

Dans son discours, Dr Fattouh a souligné l'importance de l'adoption de pratiques internationales exemplaires et de la responsabilité collective, déclarant :

« Pour renforcer les résultats tangibles obtenus, il est impératif d'adopter une flexibilité stratégique, anticiper les évolutions et assumer pleinement nos responsabilités envers nos parties prenantes. La coopération reste notre meilleur levier contre les crimes financiers. »

De son côté, M. Michael Matossian, fondateur du groupe et vice-président, a salué les récents succès du MENA FCCG et appelé à les diffuser à plus grande échelle, notamment par un dialogue renforcé avec les acteurs internationaux.

« Grâce à une collaboration fructueuse et à l'innovation, nous avons franchi des étapes majeures vers un environnement financier plus sûr au Moyen-Orient et au-delà. »

Moments forts de la réunion

La réunion a été marquée par une session de haut niveau animée par S.E. Mme Soumaya

Abou Chreif, Présidente de l'Unité de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (FIU – Jordanie) et Présidente du Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENAFATF). La session, intitulée « L'avenir de la lutte contre la criminalité financière : exploiter les stratégies basées sur le renseignement », a été modérée par M. Che Sidanius, Directeur mondial de la lutte contre la criminalité financière au sein du London Stock Exchange Group (LSEG) et fondateur du GCFFC. Mme Kathleen Bozis, attachée régionale du FinCEN (Département du Trésor américain), a présenté les priorités stratégiques de la lutte contre la criminalité financière du Trésor américain, en insistant notamment sur la lutte contre le trafic de stupéfiants, la prévention du développement d'armes de destruction massive par l'Iran, et l'appui humanitaire au peuple syrien.

Réalisations notables:

MENA FCCG comme catalyseur régional

Les membres ont présenté des projets clés tels qu'un rapport de recherche élaboré par l'Académie Rabdan, en collaboration avec le groupe de travail sur l'IA et le Centre de recherche de l'ADGM. Cette étude met en lumière un modèle d'évaluation des risques basé sur le machine learning pour améliorer la détection des transactions suspectes de blanchiment d'argent. De plus, M. Patrick Fitzgerald (Université Américaine de Beyrouth – AUB) et Mme Lama Sahli (AUB Online) ont exposé les avancées du programme de certification spécialisée sur les crimes financiers liés au commerce (TBFC), conçu en partenariat avec le GCFFC et la MENA FCCG.

Une initiative régionale ambitieuse contre la corruption

Le groupe MENA FCCG a lancé, avec le soutien du GCFFC, une initiative structurée autour de deux volets pour lutter contre la corruption et la fraude dans la région. Le premier repose sur un tableau de bord analytique basé sur la



plateforme de LSEG, adapté aux spécificités régionales, fournissant une lecture précise des risques de corruption. Le second est un outil d'autoévaluation pour les entreprises privées, leur permettant de mesurer l'efficacité de leurs dispositifs de conformité.

Vers un renforcement de la coopération internationale

M. Thomas Nunn, président du chapitre européen du MENA FCCG, a insisté sur l'importance du dialogue avec les banques arabes opérant en Europe et la préparation à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi britannique sur les crimes économiques, notamment l'infraction de « défaut de prévention de la fraude » dès septembre 2025.

Les interventions de Mme Sheila Sadat, Directrice des Partenariats Stratégiques – (GASA), de Chip Poncy, Responsable Globale de l'Intégrité Financière, de Sara Runge, Directrice Générale Exécutive chez K2 Integrity et Ancienne Responsable du Trésor des États-Unis auprès du GAFI (Groupe d'Action Financière), et de M. Antoine Habib (conseiller stratégique de l'UAB), ont complété les échanges avec des mises à jour sur les sanctions internationales et la situation en Irak.

La réunion a également comporté deux sessions technologiques animées par M. David Shepherd, Responsable mondial de la stratégie client en matière de risque chez LSEG, portant sur « L'avenir de la lutte contre la criminalité financière » et « Gérer les risques financiers à l'ère

numérique ». Parmi les intervenants figuraient M. Adam Famularo (CEO WorkFusion), M. Markus Schulz (CTO K2 Integrity), M. Nishanth Nottath (Président du groupe technologique PPP EAU), et M. John Walsh (Président/CEO SightSpan Inc.).

Perspectives 2025–2026

Les membres ont défini les priorités des deux prochaines années : transfert de connaissances, renforcement des capacités, intégration accrue des pays d'Afrique du Nord, développement de solutions basées sur le cloud computing et respect des souverainetés numériques. M. Che Sidanius a annoncé que le prochain sommet GCCFC se tiendra les 10–11 septembre 2025 à Abu Dhabi, sous le thème « Lutter contre la criminalité financière dans un monde de plus en plus complexe ».

En conclusion de la réunion, M. Matossian a souligné : « Le changement est désormais notre constante. Le secteur financier doit être capable de se transformer et de s'adapter au rythme des évolutions vers un monde numérique, tout en restant conscient que les criminels exploitent parfois les mécanismes de lutte contre la criminalité financière les plus avancés. Ce n'est qu'en travaillant ensemble, entre secteurs et au-delà des frontières, que nous pourrions remplir efficacement notre rôle de gardiens du système financier. » Les membres ont clôturé la réunion en convenant de tenir la prochaine réunion plénière en présentiel, provisoirement prévue pour mai 2026 – le lieu restant à confirmer.

Derniers Développements du Concours InspireHer: Un Élan Régional pour l'Inclusion Financière des Femmes

Lancé officiellement le 18 mars 2025 par Revue UAB en collaboration avec l'Union pour la Méditerranée, le concours InspireHer : Transformer l'accès au financement et l'entrepreneuriat dans le monde arabe connaît un succès croissant à travers la région. Ce concours innovant vise à promouvoir l'autonomisation économique des femmes entrepreneures dans huit pays arabes méditerranéens, en mettant l'accent sur l'inclusion financière, l'innovation, et la durabilité.



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME



À ce jour, plus de 160 candidatures ont été reçues, illustrant l'enthousiasme des femmes entrepreneures à participer à cette initiative régionale. Le processus d'évaluation a déjà débuté : un comité spécialisé a présélectionné 30 projets les plus éligibles, désormais transmis aux membres du jury pour évaluer leur potentiel selon des critères liés à l'innovation, l'impact social, et la viabilité financière. À l'issue de cette évaluation, 11 finalistes seront retenues pour concourir à la phase finale.

Le concours comporte trois catégories principales:



- InspireHer – New Venture (Nouveaux projets),
- InspireHer – Established Business (Entreprises établies entre 1 et 3 ans),
- InspireHer – Women Entrepreneur Award, une distinction spéciale pour une femme inspirante sélectionnée parmi toutes les candidates, y compris celles n'ayant pas postulé aux deux catégories précédentes.

L'UAB se félicite du soutien de nombreux partenaires internationaux tels que l'ONUDI, le SANAD Fund, Plug and Play, Bank of Africa, Seedstars, et d'autres institutions de premier plan. Des discussions sont également en cours avec des acteurs privés pour soutenir les différentes catégories du concours à travers des parrainages.

La cérémonie de sélection des lauréates se tiendra les 16 et 17 juillet 2025 à Palerme, en Italie, dans le cadre du Women business forum organisé par l'Union pour la Méditerranée (UpM). Cette session spéciale marquera un moment fort de reconnaissance et de valorisation des femmes entrepreneures les plus prometteuses de la région euro-méditerranéenne.

Mot du Secrétaire Général de l'UAB, Dr. Wissam Fattouh:

« InspireHer n'est pas simplement un concours, c'est un message d'espoir et d'opportunité. En donnant une voix, une visibilité et un soutien concret aux femmes entrepreneures de la région, nous semons les graines d'un développement inclusif et durable pour les générations à venir. »





BLACK
Unlock a World
of Privileges
and Convenience



البنك العربي
ARAB BANK



الوصول بـداية

قصة بدايات لا تنتهي منذ ١٩٣٠

arabbank.com

